

royaliste université

N°29 - Août - Septembre 1984 - Sup. à «Royaliste» 409 - Prix : 1 F 50

LE BILAN DE SAVARY

Alain Savary s'en va. Le bilan de son action est catastrophique.

Avec le joli mois de mai et le non moins joli mois de juin est arrivée l'heure des examens et des bilans pour les lycéens et les étudiants. Le ministre Savary avait lui-même planché sur le thème : «mobiliser l'opinion». A la vue des foules qui se sont mobilisées contre son projet de loi sur l'enseignement privé nous aurions été tentés de donner le maximum de points à notre candidat. Il faut en effet remonter à la Libération pour atteindre de tels chiffres de participation à une manifestation. Et si seuls les partisans des privés étaient mis en branle ! Mais assistants et étudiants aussi ont unanimement manifesté leur mécontentement contre les projets de réformes des enseignements ou des carrières. Superbe unanimité ! Certains esprits chagrins ont fait remarquer que c'est en faveur et non contre le gouvernement que les socialistes auraient dû mobiliser l'opinion. Infâmes ragots ! Le congrès de Bourg-en-Bresse s'est contenté d'appeler à la conquête de l'opinion ; elle est conquise ; pas par ceux qu'on espérait, mais alors il fallait être plus clair. Accordons donc la mention «très bien» à M. Savary, dont l'un des derniers actes a été de la rétablir par décret, ainsi que toutes les autres, au moment opportun (pourquoi alors les avoir supprimées un an auparavant me demanderez-vous ? Elémentaire mon cher Watson, pour avoir la joie de les rétablir).

Trêve d'ironie facile, le bilan d'A. Savary est une catastrophe pour le gouvernement et son héritier J.-P. Chevènement, mais aussi, fait plus important, pour la France et son système éducatif. La guerre scolaire va désormais battre son plein pour de longues années. L'Université se voit

imposer une réforme du premier cycle qui, sous prétexte de professionnalisation, instaure la médiocrité et consacre la sélection par l'argent, les carrières universitaires sont bloquées par un projet de réforme qui ne satisfait pas les corporatismes enseignants sans pour autant témoigner d'une grande ambition pour l'Université française. Il est hélas normal que les vrais enjeux dès lors ne soient pas pris en compte. Et tout d'abord les finalités de l'enseignement en général. Faut-il donner aux élèves ou aux étudiants une culture globale ou strictement finalisée dans une optique professionnelle ? Et dans le second cas, l'Université ou l'Ecole, peuvent-elles remplir cette mission ? Une telle formation est-elle souhaitable dans un monde économique en constante mutation ? Comment la transmettre à un monde étudiant destiné à être de plus en plus hétérogène, de plus en plus de citoyens intégrés dans la vie active se tournant vers l'université. Le cadre étatique avec ses pesanteurs et son inefficacité est-il le plus adéquat ? Comment financer un tel enseignement en pleine crise de l'Etat-Providence ? Autant de questions que J.-P. Chevènement, de par sa formation jacobine, est mal armé pour traiter.

Nous le savons bien les partis de gauche ou de droite sont incapables de percevoir les mutations sociales, intellectuelles, d'une société, ni a fortiori de concevoir un projet politique ; leur seule finalité est la prise du pouvoir. Tout au long de l'année, la droite s'est bornée à attiser la guerre scolaire, menaçant même ne pas abolir la future loi Savary si les parents du privé ne cassaient pas davantage du socialiste. Giscard, quant à lui, nous a présenté

un beau projet de réforme de l'enseignement qui est le contraire de la politique qu'il a menée en ce domaine et une caricature, dans un sens élitiste ; des idées de Laurent Schwartz. Piètre bilan, en cette année 84, pour notre classe politique.

Plus que jamais il apparaît que la démocratie ça ne peut pas seulement être des partis et le droit de voter une fois tous les cinq ans. Plus que jamais il apparaît que la démocratie ça doit s'organiser pour permettre l'expression des intérêts particuliers dans le sens de l'intérêt général ? Des référendums ? Pourquoi pas ? si cela permet de passer par dessus la tête des partis, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de plébiscites, le président de la République ayant bien assez de pouvoirs comme cela ! Autant de réflexions qui nous font penser plus que jamais que seule la monarchie pourrait organiser une authentique démocratie. C'est ce que nous nous emploierons à démontrer tout au long de cette nouvelle année universitaire.

J.-M. T.

Les 20 juin et 1er juillet 1984 les jeunes royalistes ont tenu une session à Ay-Champagne. Tous ceux qui en ont fait la demande reçoivent, avec ce numéro, le rapport complet de cette session.

Pour compléter vos connaissances prenez contact avec le nouveau collège de coordination nationale qui pourra vous fournir les bibliographies sur l'économie et le politique afin d'être capables de réfléchir au bienfondé de notre action et de mener votre expérience de militant royaliste à son terme.

LES 3 JOURS

OU 36 HEURES DE CASERNE

A l'heure où nous remettons cet article à l'imprimeur, «Libération» annonce que le président Mitterrand a donné son accord pour un Service national réduit à 10 mois. Henu ne dément pas. Cela nous semble très raisonnable... pour un début !

Ayons une pensée émue pour nos camarades qui commencent une nouvelle vie à partir du 1er août 1984. Et qui, quand ils reviendront dans un an, seront des hommes... Tout a commencé pour eux, comme pour tant d'autres, par ces fameux «trois jours».

Si par un beau matin de l'année de vos 22 ans vous recevez, avec votre R-U préféré, un petit feuillet noir et blanc, ne vous étonnez pas. Votre BSN, Bureau du Service National, poussera la ponctualité jusqu'à vous l'envoyer pour le jour de votre anniversaire : «Hé oui ! il y a déjà 4 ans que je me suis fait inscrire !»

A moins d'un cycle à finir, vous partirez dans l'année. Mais de toute façon bientôt ce sera les trois jours.

Officiellement destinés à la vérification des aptitudes physiques, intellectuelles... et morales (!) ces trois jours apparaissent comme une vaste opération de propagande de l'Armée pour le maintien du Service National comme institution «indispensable» à la sauvegarde de la patrie (Nous n'entamerons pas ici le débat sur la question. Demandez plutôt le R-U spécial conscription ou les numéros de «Cité» sur la défense nationale). A grand ren-

fort de films, images chocs et musiques évocatrices, on répond à toutes les questions stéréotypées, tout en oubliant que... la conscription est bien dépassée à l'heure de la dissuasion nucléaire et des interventions éclair (type «Tchad» ou «Malouines»)...

On fait même plus : si à la fin de ces 36 heures on ne vous a pas répété 15 fois que le service volontaire long (16 à 24 mois), c'est mieux et même beaucoup mieux, vous avez eu de la chance. Où va donc se nicher la lutte contre le chômage ! Et toujours la même affichette : un appelé assis sur une Jeep neuve, souriant de ses plus belles dents à la belle vie qu'il va mener durant 24 mois dans la caserne et l'arme qu'il aura choisi, et avec sa double solde en plus... Hum ! Intéressant non ?... Espérons que pour le compte il aura des sous-off deux fois plus éveillés que les autres...

Donc rendez-vous à 7 h 30 (ou 12 h 30 précises) au CdS (Centre de Sélection) (Vincennes pour les Parisiens). Une fois passée la grille, votre petit cœur qui, déjà stressé par la seule idée du contact avec l'armée, tréssaille.

Déjà sur le chemin, tous les regards des passants amusés se tournaient vers vous (Non, vous n'êtes pas mégalo, mais tout se lit sur votre visage inquiet)... Maman où es-tu ? Clang la lourde porte s'est refermée et le planton de service indique pour la (n + 1) ème fois de la journée la direction à suivre. Mais que se passe-t-il ?

Quel choc ! Soudain vous vous rendez compte de votre erreur... Vous aviez tort. Non l'armée n'est pas ce monstre froid et destructeur de la personnalité. Non l'appelé n'est pas considéré comme un sous-homme car il va participer comme tous ses congénères à la défense de la patrie. Et tout ça vous saute aux yeux dès l'entrée : la grande ligne jaune qui vous mène à l'accueil; de la largeur d'une patte d'éléphant et longue de 400 mètres environ. Elle traduit et résume parfaitement l'ambiance de ces trois jours. Droite et monotone, longue et ennuyeuse, elle est ornée, ça et là de plantons ombrageux (3 sur 400 mètres) toujours «désireux» de vous guider sur ce dur parcours du combattant, dans le cas toujours possible où vous vous perdriez.

Mais trêve de polémique, on n'est pas là pour rigoler et, de toute façon l'atmosphère est plutôt à l'ennui, tant du côté civil que militaire. Côté civil, on retrouve toute la palette de la jeunesse : de l'illettré à l'étudiant, avec une majorité de travailleur niveau Terminale-BEP. Côté militaire on trouve toute la crème des pistonnés, niveau «dépêchez-vous-j'en ai marre !»

L'air triste, ils vous déplacent de bâtiment en bâtiment, intéressés que que par une seule chose : les J.O. et l'«Equipe».

C'est donc dynamiquement encadré que de cinémas en tests, de questionnaires en visites médicales on vous fait visiter les lieux, sans n'être plus qu'un



numéro. Certains essayent de faire de l'autorité, cela présage de l'avenir...

Réformé médical, est-ce possible et comment ?

D'abord préparez un dossier, ajoutez-y toutes les ordonnances et traitements possibles... N'oubliez pas d'y adjoindre vos radios et vos médicaments usuels. Laissez le tout pendant deux minutes au médecin examinateur et si les cotas ne sont pas dépassés vous avez une chance d'être réformé : on pourra vous envoyer à l'hôpital pour des visites complémentaires le cas échéant. Mais la meilleure façon reste le psychiatre, que l'on peut demander à voir (55-60% le voient sur leur demande). Il dispense principalement sur deux motifs; sous le générique «P4» qui associerait l'homosexualité et la

drogue. Mais le premier motif apparaît de plus en plus risqué si l'on en croit le bruit selon lequel des bataillons entiers regrouperaient des appelés s'étant fait passer pour... A ce prix beaucoup hésitent désormais à tenter leur chance.

L'armée ne voulant pas corrompre la jeunesse réforme systématiquement tout drogué ou assimilé. Alors quoi : la seule manière d'être sûr de ne pas perdre un an serait de se droguer ?

Ainsi l'on peut échapper au service au péril de sa santé, et les étudiants - déjà favorisés par définition - peuvent se préparer un service (cf encadré) qui leur permettra d'échapper au fameux

brassage social que prétend opérer l'Armée. Hypocrisie d'un système dont on ne peut pas se contenter de critiquer l'inefficacité technique. La conscription, comme la laïcité, reste l'apanage d'une vieille république qui ne cesse de ressasser ses vieux phantasmes d'enfance en espérant y recouvrer un peu de jeunesse, mais n'y trouve plus qu'une lubrique volonté d'autoritarisme.

L'une tombera avec l'autre et sur leurs corps nous bâtirons l'avenir.

Jean-Baptiste BEAUCHAMP

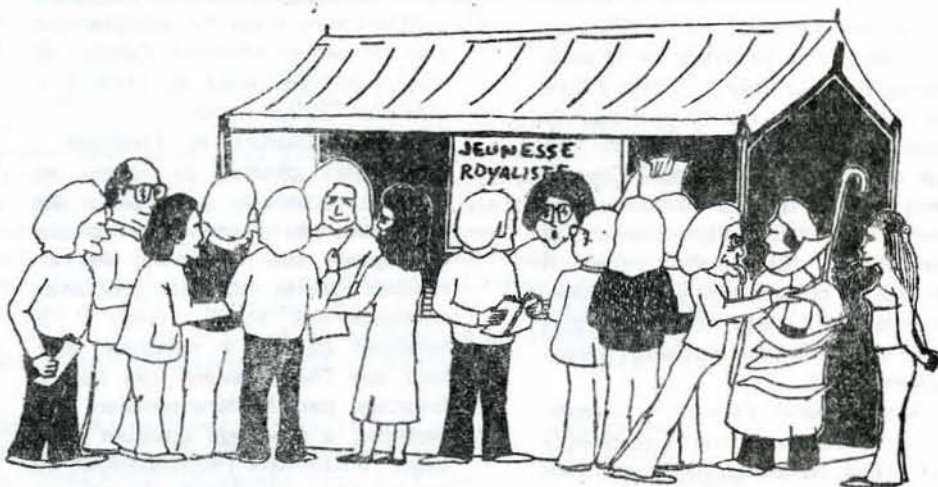
SI VOUS JOUEZ LE JEU

Un service moins bête, est-ce possible ? Oui, pour les étudiants seulement. La faculté de devenir «aspirant» permet d'échapper aux côtés les plus avilissants du service, de faire connaissance avec les meilleurs côtés de l'armée lors des classes dans une école militaire, avec les meilleurs officiers et sous-officiers, de bénéficier ensuite d'un statut privilégié (chambre individuelle, mess officiers, solde majorée...). Mais pour être certain de faire les E.O.R. (école des officiers de réserve), il est nécessaire de faire une P.M.S. (préparation militaire supérieure) qui prend plusieurs samedis après-midi dans l'année précédant l'incorporation et un mois de stage durant l'été... Si l'on veut échapper à cet effort supplémentaire on peut espérer être sélectionné après l'incorporation pour le peloton des élèves officiers (mais là c'est la loterie). Un dernier conseil pour les futurs aspirants : sachez que vous allez être soumis à un véritable bourrage de crâne pendant les 4 premiers mois de votre service. Serez-vous y résister ?

La coopération ? C'est un service plus long mais souvent avec le sentiment d'être utile et parfois une véritable préparation à la vie active. Mais cela se prépare deux ou trois ans à l'avance.

De même si vous voulez un piston (affectation rapprochée ou dans un bureau...) sachez que plus vous vous y prendrez tôt et moins vous devrez quémander haut... C'est incroyable le nombre de gens qui peuvent pistonner : députés, officiers, fonctionnaires...

(Quant à l'objection de conscience, c'est affaire de conscience, mais d'un point de vue pratique n'est-ce pas une sorte de coopération, avec tous les inconvénients (durée) mais sans les avantages... ? Le service peut alors se faire dans un bureau - et non pas seulement dans les Eaux et Forêts -)



ACTION ROYALISTE

NORD (1-2 septembre)

Notre ami Xavier Bown souhaiterait organiser une distribution massive d'invendus de «Royaliste» lors de la braderie annuelle de Lille (1er et 2 septembre). Voulez-vous l'aider ? La braderie de Lille attire chaque année plusieurs millions de visiteurs venus de toute l'Europe et de toute la France, notamment de nombreux parisiens.

BRETAGNE SESSION DE FORMATION AUDIO-VISUELLE (9-10 septembre).

Nous organisons en Bretagne dans notre maison des Aubiers un stage d'expression orale et écrite qui doit permettre à tous ceux qui envisagent de prendre des responsabilités politiques de se débrouiller. Excellente formation pour les étudiants qui doivent s'imposer en Travaux Dirigés.

Nécessite d'avoir un embryon de formation politique.

PARIS

Pour les tout nouveaux qui souhaitent faire la connaissance de la N.A.R. et acquérir un début de formation politique, une séance d'initiation à la NAR sera organisée au cours du 1er trimestre, dans les locaux du journal.

NANTERRE

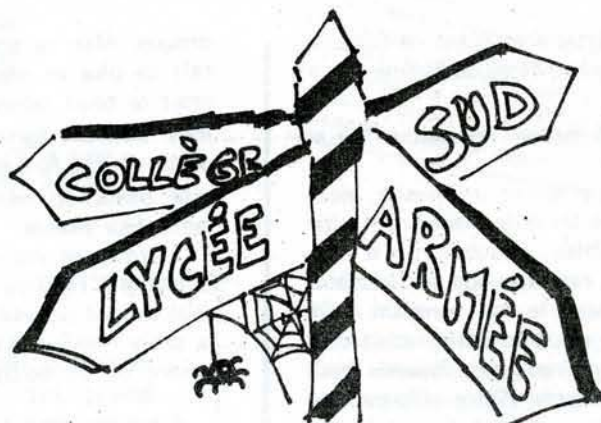
Que vous soyez en droit, histoire ou lettres, nous serions heureux de vous rencontrer. Royalistes vous n'êtes pas seuls.

PARIS-ASSAS - SCIENCE PO. Organisation d'un cercle. Renseignez-vous.

REIMS - RENNES : tout est prêt pour vous accueillir.

Et ailleurs ? Nous attendons que vous nous signaliez vos intentions. Où en êtes-vous de vos études et par rapport à la N.A.R. ? Un questionnaire envoyé à tous nos amis vous permettra de reprendre contact et nous donnera une idée de notre implantation pour l'année à venir.

PASSER EN SECONDE



Créée à la rentrée 81, la nouvelle seconde indifférenciée a passé le bac cette année : bonne occasion pour en dire deux mots.

Collège - Lycée où est la différence pour celui qui a l'avantage de les avoir regroupés sur un même plateau ? Mais que dire de ceux qui doivent pour la première fois quitter leur proche collège pour le lointain lycée ? Changement de lieu, donc d'habitudes, mais c'est surtout dans la dimension que se manifeste la plus grande surprise. A l'ambiance quasi-familiale du collège, se substitue l'image de plus en plus réelle du Lycée-Caserne-Usine : dépaysement total !

Alors, quand s'ajoute le changement de cadence de travail ou de nouvelles têtes, certain(e)s paniquent. Mais ça n'a rien d'anormal. Tout le monde y passe.

Néanmoins il est à remarquer que trop de lycées négligent l'accueil et n'accordent pas assez de place à la transition Collège-Lycée.

Les professeurs se plaignent : abaissement général du niveau en Français, approche superficielle des problèmes, peu d'autonomie, manque de rigueur que compense mal un meilleur intérêt face aux problèmes contemporains et à l'avenir : le handicap est dur à remonter. Surtout que l'hétérogénéité des classes, favorisée par l'indétermination des secondes, a provoqué quelques dérapages (notamment l'accroissement du nombre des redoublants de près de 20% après la mise en place de la

réforme (de 13 à 16,7%). Pourtant cette indétermination a ses avantages. En dehors du fait qu'elle laisse un an de plus au lycéen pour se déterminer, elle lui permet vraiment de choisir sa section en fonction de ses affinités et non en fonction d'ouï-dire. La section B est désormais choisie en fonction de l'Economie et non plus en fonction du niveau en Maths de l'élève.

Le choix des options est important car il pourra déterminer la section en 1ère. Il est à rappeler que c'est le niveau global dans les matières du tronc commun et accessoirement les options qui déterminent les possibilités offertes aux élèves en fin d'année. Les sections S et G sont accessibles sans options, par contre pour A ou B, la 3ème langue, est obligatoire... Cependant, en déduire qu'il faut prendre un maximum d'options serait mauvais car c'est la cause d'échecs nombreux, le lycéen se dispersant trop. Ne dramatisons pas : le travail n'est pas plus difficile qu'en 3ème, il est demandé plus de rigueur et la cadence est plus soutenue. C'est là que l'organisation de l'élève est la plus nécessaire : emploi du temps, prise de notes, répartition du travail personnel, doivent le « responsabiliser », car le bac est déjà dans moins de 3 ans : étape importante dans le cheminement qui l'amènera au choix de son métier...

Pour tous renseignements complémentaires, le collégien ou le lycéen trouvera dans sa CDI et auprès de son conseiller d'orientation une documentation utile. Il pourra également consulter l'excellent magazine lycéen « Phoshore » (en dépit de son prix élevé !). En ce qui concerne les études après le bac, les responsables du collectif étudiant se tiennent à la disposition des lycéens pour tous les renseignements possibles.

royaliste
université

supplément à « Royaliste »

directeur de la publication
Yvan Aumont
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris
tél. : 297.42.57
imprimerie spéciale
commission paritaire
51 700

ABONNEZ VOUS !

Nom / Prénom :

Adresse :

Etudes :

s'abonne pour 5 numéros (normal: 12 F - soutien : 30 F)
CCP « Royaliste » 18 104 06 N Paris
Bulletin à retourner à Royaliste, 17, r. des Petits-Champs
75001 Paris

Alex BREVANE

RAPPORT COMPLET DE LA SESSION D'AY-CHAMPAGNE (30 juin et 1er juillet 1984)

Nous avons décidé de publier un rapport aussi complet que possible sur la session jeunes d'Ay-Champagne. Ce rapport reprend les conférences de B. Renouvin et les questions qui lui ont été posées. Ce n'est en aucune manière une réflexion exhaustive, mais plutôt une base pour développer une réflexion sur le politique, l'économie. Comme il nous est apparu que certains jeunes royalistes réclamaient ou recherchaient une formation, quoique sommaire en ce qui concerne ce poly, nous voulons leur fournir des éléments pour étayer leur argumentation lors de débats exposant notre projet politique.

Ce rapport a été effectué grâce aux notes de Franck Lafont et ne saurait engager la responsabilité des orateurs cités.

SAMEDI 30 JUIN 1984

PRESENTATION DE LA N.A.R., SES SOURCES, SON EVOLUTION

Bertrand RENOUVIN:

Présentation de la NAR sur le plan historique. Il faut situer d'abord la NAR dans l'évolution générale du mouvement royaliste. La NAR exNAF signifie bien que ce mouvement s'est fondée à partir de l'Action Française et du courant maurrassien. L'AF est un mouvement ancien qui s'est fondé en 1908 et où la pensée de Maurras était dominante englobant l'essentiel du royalisme entre 1900 et 1970. Ce mouvement a marqué le royalisme, la vie intellectuelle et politique sous la IIIème République.

Qu'est-ce-qu'était l'AF? Créée dans les années 1900, dans une période où le royalisme était déliquescant, bien qu'il existât encore une presse, une tradition et un peuple royaliste; elle a apporté un dynamisme certain dû à la pensée et à l'action de Maurras qui a constitué le royalisme en doctrine, en situant cette dernière par rapport à la problématique du temps, à l'idéologie républicaine de l'époque, au débat philosophique (Emmanuel, Kant) et très vite par rapport au débat politique. L'AF s'est donc constituée dès lors en un mouvement nationaliste. A cette époque, la question de la défense de la Nation et la question de l'Allemagne étaient dominantes et Maurras a affirmé très vite un anti-germanisme fondamental sur le plan intellectuel et politique. Sur le plan social, l'AF a développé des thèses et des actions intéressantes: liaison avec le syndicalisme révolutionnaire qui se référait à une tradition proudhonienne. La génération perdue, entre 1914 et 1918, a terriblement fait défaut à l'AF après la guerre. Ce mouvement a évolué alors vers le conservatisme, dans la répétition de thèses désuètes (le corporatisme), et s'est inscrit dans une politique d'extrême-droite, notamment lors du Front Populaire. De plus, il y eut la question tragique de l'attitude de l'AF sous Vichy et du choix de Maurras en faveur du Maréchal Pétain. La conséquence en fut l'emprisonnement de Maurras et l'interdiction du journal.

Après la guerre, les héritiers de Maurras ont repris le combat avec "Aspects de la France", victime d'une première scission en 1955, celle de P. Boutang, de la "Nation Française". Ces gens voulaient renouveler la pensée royaliste, la sortir de la routine intellectuelle et politique. Puis l'AF se sclérosa toujours, a connu notre scission en 1971, pour des raisons identiques à la première. Voici les trois raisons fondamentales:

- Sur le débat intellectuel de l'héritage maurrassien, nous contestions la réduction de sa pensée à un catéchisme conservateur sur tous les plans aussi bien politique, économique que social. Avec Gérard Leclerc, nous avons tenté alors un retour à Maurras, aux origines et à l'essentiel de sa pensée, aux sources de l'AF, tout à fait différentes dans leur esprit à la pratique de la R.N. dans les années 70.

- Sur le plan politique, nous vivions dans l'après Mai 68 et les gens de l'AF ne parvenaient pas à le prendre en compte, empêtrés dans leurs attitudes de pensée qui dataient de 1930-34. Il y avait un déphasage quant à ce que nous vivions intellectuellement et ce que nous appréhendions au contact des étudiants; décalage entre une attitude rétrograde et le mouvement progressiste de 68.

- Sur le plan de l'organisation, il existait un problème sérieux avec un journal qui ne pouvait se réformer. Il est toujours aussi déphasé d'ailleurs.

Nous avons donc décidé, car non compris et accusés de gauchisme, de fonder un autre mouvement: la NAF, jusqu'en 76, ce qui traduisait cette filiation, mais aussi cette volonté de renouvellement.

Les étapes de notre action. Il y eut d'abord la constitution entre 1971 et 1975, alors que nous sortions d'un ghetto intellectuel et politique: le royalisme considéré comme abject. Après avoir inventé de nouvelles structures, il nous fallait situer clairement notre action. Il était imprudent, voire impossible, de nous adresser directement à l'opinion publique. Nous devions trouver des relais. Nous commençâmes par les sec-teurs de l'opinion les plus faciles à atteindre, d'où notre engagement dans le débat avec l'intelligentsia. Ainsi nous avons engagé une nouvelle enquête sur la Monar-

chie, comme Maurras en 1903. Interrogeant des dissidents maurrassiens aux gauchistes, nous nous sommes faits connaître par les intellectuels. Nous avons pu ainsi amorcer une réflexion originale, même si au départ, nous étions marqués par le dogmatisme maurrassien. Plus nous rencontrions d'esprit, plus nos analyses se développèrent en travaillant dans des domaines qui nous étaient inconnus. Cette phase se poursuit depuis 1971 et continuera longtemps encore grâce à nos journées d'étude et aux Mercredis où nous accueillent des gens différents qui ne sont pas forcément royalistes (jusqu'aux marxistes!)

Le second temps a été notre entrée en politique, brutale, inattendue, car provoquée par la mort inattendue de G. Pompidou. Nous décidâmes alors de nous présenter aux élections présidentielles; pari risqué car le Comte de Paris ne nous connaissait pas. L'AF avait vécu dans son ignorance et nous étions dans l'esprit du Prince trop près de cette AF, qu'il avait condamné en 37, pour que notre candidature lui plût au premier abord. Ne pouvant parler au nom de la tradition capétienne, sinon la condamnation tombait sur nous, je menai une campagne où le couperet menaçait de tomber à la première maladresse. Mais cette campagne fut bénéfique dans la mesure où nous entrions dans la vie politique et surtout par le choix de ne pas nous désister pour le candidat de Droite (V.G.E.) pour des raisons fondamentales d'ailleurs. La seconde raison positive est que cela a permis un renouvellement de notre politique. Nous avons à cette occasion perdu beaucoup de monde: ceux qui pensaient faire de l'AF efficace. De plus, nos débats avec le courant gauchiste nous avaient catalogués par les maurrassiens de stricte obéissance comme de dangereux révolutionnaires. Dès lors, nous avons eu un public qui ne venait pas du royalisme traditionnel et qui a irrigué de façon intéressante notre mouvement. Autre point, c'est que le Comte de Paris nous a jugé comme un mouvement sérieux et le dialogue pouvait s'instaurer, tout en restant complètement autonomes réciproquement. Mais le Comte de Paris a rencontré certains jeunes militants de tous les horizons sociaux (des milieux royalistes traditionnels aux trotskystes!). Notre mouvement devenant de plus en plus différent de l'AF d'avant-guerre, la confiance est revenue. Il y a un certain travail et une certaine réflexion qui se font en commun. Mais déjà en 74-75, nous avions eu à examiner la pensée du comte de Paris, ce qui modifia notre conception de la Monarchie et de la stratégie: rupture avec l'idée du coup de force (dérisoire à cette époque). Nous avons pu envisager un chemin vers une Monarchie à travers les institutions de la Vème République, grâce à l'attitude politique du Général de Gaulle face au Comte de Paris, ce qui rendait plus crédible l'action du mouvement royaliste. Notre action politique rassurait le Comte de Paris sur ses craintes éventuelles de déviation doctrinale et nous permis de défendre l'idée qu'il avait de la Monarchie à partir de 34.

Le travail que nous avons fait avec les intellectuels, et dont nous bénéficions toujours grâce aux discussions menées avec des représentants de tous les courants, différents par leurs engagements et par leurs convictions philosophiques, nous poussa lors de la fondation de la NAR à entrer en contacts avec les dissidents d'Aspects de la France; tels ceux des éditions de la Table Ronde: Jacques Laurent, Michel Déon, mais cela a été un échec en raison de leur nostalgie des combats passés; tels Pierre Boutang ou ceux de la Nation Française. Avec lui il y eut un rapport positif car il nous permit d'évoluer intellectuellement sur l'analyse du gaullisme puisque P. BOUTANG était en relation avec le Comte de Paris dans les années 60 contrairement à ceux de l'AF. Il sut parfaitement nous expliquer quelle était la part monarchique qui existait dans ce régime, l'importance dans le débat politique du retour de la légitimité, les contacts entre le Prince et le général de GAULLE. Il y eut aussi les relations avec le "gaullisme orthodoxe" des gens de l'hebdomadaire "notre République". Ces gens qui paradoxalement étaient monarchistes bien qu'écrivant sous ce titre. Ils étaient venus à la monarchie par le gaullisme qui ne voit pas d'autre prolongation que la monarchie incarnée par le Comte de Paris ou du moins son arrivée aux affaires comme président de la 5ème république dans un premier temps. Ces gens là sont: P. de SAINT-ROBERT, M. HERSON, F. GRENDL... Ils ont influencé notre évolution, c'est repérable aujourd'hui. Autre source c'est certainement CLAVEL et le gauchisme de type clavelien. Mais tous ces courants sont liés et il ne faut pas les dissocier. Ainsi P. BOUTANG avait permis à CLAVEL d'échapper au fascisme en le faisant adhérer aux "Camelots du Roi" lors de leur rencontre rue d'Ulm à l'école normale. Même si CLAVEL, lors de l'affaire Ben BARKA, s'est séparé du gaullisme, il en a conservé l'essentiel de la pensée sans jamais avoir renié ses convictions monarchiques.

Nous avons apprécié son rôle considérable dans la repatrialisation de la gauche prolétarienne, révolutionnaire, de souche marxiste. Beaucoup de personnes issues de ces courants ont pu grâce à la dialectique clavelienne poursuivre leur itinéraire. Il est certain que CLAVEL nous a permis une évolution et des prises de positions qui nous ont été positives sur le plan intellectuel.

Quant à l'évolution politique, la NAR, s'excluant de l'extrême droite dès 71, a eu un long cheminement dans le débat politique français. Le signe de ce cheminement fut notre campagne contre la revue "nouvelle école" (la nouvelle droite) considérant la diffusion de cette pensée aujourd'hui dans les partis de droite. Cela a été la rupture avec toutes les traditions d'extrême droite.

Deuxième rupture, en 74, quand nous refusâmes de nous désister en faveur de VGE car il ne pouvait y avoir de compromis avec ce que nous pensions du libéralisme que représentait VGE. En effet, il était le faire valoir d'une caste financière, ce qui est la négation de notre projet: le chef de l'état doit être indépendant des partis. Donc nous nous sommes opposés à cette politique pendant 7 ans et nous nous sommes séparés du parti gaulliste car il abandonnait lui-même l'idée gaulliste. Car il y a un paradoxe à prétendre se situer encore dans cet héritage gaullien et faire la politique partisane contraire aux éléments essentiels de cet héritage.

Quant à la gauche et au gauchisme, il n'y a jamais eu rapprochement entre nous. De moins en moins avec le gauchisme, ce courant de pensée disparaissant (74 marquant son glas) parce qu'il n'était plus pertinent. D'autant plus qu'avec l'avènement de la nouvelle philosophie on a assisté à la liquidation intellectuelle du marxisme ce qui nous intéressa beaucoup. Il est vrai que nous avons discuté longtemps avec B-H. LEVY et A. GLUCKSMANN car nous voyions dans ce rebondissement de l'ex-gauchisme quelque chose de positif qui amenait à débarrasser le paysage politique de toute la dogmatique marxiste extrêmement contraignante. Nous avons toujours su rester à distance de la gauche car nous ne croyions pas à la mythologie du programme commun. Pour des raisons stratégiques nous refusons de nous situer sur la "même roue dentée", cf C. CHEYSSON, que les partis de gauche. Cependant nos analyses sur le PC (parti qui n'était plus révolutionnaire, amorçant son déclin) nous ont valu les foudres des gens d'"Aspects de la France"; alors que les événements de 68 ont bien montré que le PC ne voulait pas engager un processus révolutionnaire et qu'il était de plus en plus en décalage avec la société; d'où les sanctions électorales.

Durant ces années giscardiennes nous avons essayé de nous maintenir en dehors de la droite et de la gauche (sans être centristes) et de nous rapprocher, en faisant des campagnes communes, avec les gaullistes de gauche (la "Fédération des gaullistes de progrès") et avec le mouvement jobertiste (l'"appel"). Nous avons tenté de créer, non pas une fédération mais des relations étroites autour de thèmes (anti-giscardisme, anti-capitalisme libéral, anti-europe supra nationale) et de campagnes: solidarité avec le tiers monde (France, tiers monde solidarité) où nous avons invités les gens d'"humanité rouge".

Cette évolution politique nous a conduit naturellement à voter pour F. MITTERRAND en 1981, dans la mesure où nous avions milité contre GISCARD pendant 7 ans; nous ne voulions pas nous en laver les mains et dans le programme de MITTERRAND certains points nous plaisaient (la décentralisation et les nationalisations). Donc nous avons voté pour lui sans drame de conscience. Nous n'avons pu nous présenter faute de signatures, car les partis ordonnaient à "leur" maires de ne pas signer pour les listes marginales (non parce qu'elles pouvaient être royalistes), ces listes les empêchaient de voter en rond! A partir de 81 le paysage politique a changé car nous pouvons dialoguer avec une partie de la classe politique et nous nous sentons plus à l'aise dans ce type d'institutions. La politique de MITTERRAND même s'il y a des fautes graves (l'enseignement, l'économie) est positive par rapport à ce qu'aurait donné celle de VGE notamment sur le plan de la conception de l'état, de la politique étrangère, de la défense. Voilà pour la deuxième phase, celle de la réinsertion du projet royaliste dans le débat politique, nous reparlerons plus tard de la troisième, celle de la stratégie électorale, qui nous permettra d'entrer en contact directement avec l'opinion publique.

Nous ne sommes pas en retard avec nos objectifs de 72 car s'il faut 15 ans pour créer un parti et 50 pour fonder une école de pensée, cf R. DEBRAY, ce mouvement politique cependant est de mieux en mieux assuré de son identité.

QUESTIONS

SYLVIE GONZALES:

Je voudrais poser une question de vocabulaire, au moment où la NAFest devenue la NAR (appellation proprement royaliste) c'était parce que la condamnation du Comte de Paris était levée ou bien par changement de conception de la monarchie?

B. RENOUVIN:

C'est que notre conception avait changé. C'est que de plus en plus nos militants ne se reconnaissaient plus dans l'héritage de l'AF. Ce changement de nom est venu de la base, pour ne plus porter le fardeau du 6 février 34, du pétainisme... Il fallait toujours donner des explications, prendre nos distances, nos militants ne venaient pas tous du courant maurrassien. Ce fut une royalisation le choix d'une politique d'action royaliste déclarée et dès lors nous nous présentons toujours, quelque soit l'élection en tant que royaliste d'où la nécessité que "royaliste" apparaisse dans l'intitulé de notre mouvement. Nous ne voulions plus mettre notre drapeau dans notre poche tel: A. PINET, PLEVEN, FAURE...

S. GONZALES:

Y-a-t-il cependant un projet royaliste à l'AF?

B. RENOUVIN:

Certainement. La conception de leur royalisme remonte à l'époque de LA TOUR DU PIN avec la défense économique et sociale de cette époque (le corporatisme). A partir du moment où l'industrialisation s'est développée considérablement, ce corporatisme ne pouvait être un modèle pour la société économique et d'organisation sociale car le savoir du bel ouvrage disparaissait au profit d'une main d'œuvre non qualifiée. Ce projet est donc devenu caduc d'autant plus que les constitutions évoluant depuis 1958 l'idéologie de MAURRAS revenait à dire qu'il n'y avait pas d'Etat et cela était vrai pour la République des républicains car l'Etat n'est que le pouvoir exécutif au sens strict des décisions, des volontés de la représentation nationale. Mais dorénavant l'Etat a une autonomie relative et il existe un esprit monarchique dans la constitution. Sur la politique étrangère et sur la défense désormais il existe deux empires et on ne peut donc raisonner comme en 39, de fait on doit concevoir différemment nos alliances. Si MITTERRAND dit ce qu'il dit. Aujourd'hui c'est qu'il est passé par cette école de pensée, qui a marqué beaucoup d'esprits mais qui se sclérose, et qu'il s'en souvient. Le général de GAULLE bien que de tradition plus bainvillienne en a quand même été imprégné.

JULIEN BETBEZE:

J'ai fait parti, adhérent à la NAR depuis 72, des gens qui ont voulu dès le départ changer le nom du mouvement car je suis venu à la monarchie par G. MARCEL et non par l'AF. Je pensais que MAURRAS disait des choses intéressantes dans "KIEL ET TANGER" ce qui avait inspiré POMPIDOU dans sa politique étrangère. Mais il y avait aussi cet anti-sémitisme d'Etat, ce soutien à PETAIN que je trouvais inadmissible. Je ne me reconnaissais pas dans cette tradition. J'ai fait parti des gens qui se sont référés au Prince car j'ai su qu'il avait condamné l'AF en 36, son rôle pendant la guerre et sur la décolonisation et, là je ne m'y reconnaissais. Donc le royalisme me renvoyait plus à la tradition de famille et au courant de filiation du 19ème siècle. Ce type de pensée systématique des structures indépendantes des individus, on la retrouve chez ALTHUSSER et ce n'est pas un hasard. Vouloir "royaliser" le pays c'est faire appel à tous les français même de traditions différentes

H-P MOREL:

Il y a un courant écologiste proche des monarchistes est-ce qu'il y a des rapports entre la NAR et les écologistes?

B. RENOUVIN:

C'est vrai que dans un premier temps la NAR a contribué à lancer un certain nombre de campagnes écologiques ("sauver Paris"). Mais il y a des choses qui empêchent notre rapprochement, en particulier leur manque de projet politique. De plus cette mouvance est sur le déclin à cause des préoccupations de la crise économique.

J. BETBEZE:

Les liaisons avec les écologistes existent surtout au Portugal.

B. RENOUVIN:

Mais parce que les royalistes portugais lui ont donné un projet politique, cela ne veut pas dire qu'il y a contradiction car nous avons des relations solides avec la mouvance d'IVAN ILLICH, ce qu'il y a de plus sérieux dans la contestation de la société industrielle. Nous avons beaucoup de contacts avec des gens tels: I. GRANSTADT, J-P DUPUIS. Mais là c'est une volonté de montrer les impasses de la société industrielle et c'est aussi dépasser la modernité.

ALAIN JULIEN:

J'aimerais connaître votre position sur le projet européen, qui semble renaître?

B. RENOUVIN:

Renaît-il ou est-il moribond? Projet européen cela veut tout dire et rien dire. La mode est européenne, cf les intellectuels de gauche (La solution européenne). Il y a 20 ans c'était la même chose, mais la CEE c'est faite sur des compromis nationaux. On n'a pas dépassé les réalités nationales. Donc il n'y a pas de supra-nationalité sur le plan économique. Quand on observe la réalité économique de l'Europe on s'aperçoit que nous vivons dans un cadre libéral, donc la concurrence non l'unité. Il y a une contradiction fondamentale à la base de l'Europe, celle de l'affrontement permanent pour l'argent et les biens car les gens sont portés à faire en sorte que leur entreprise, leur pays ait plus pour en récupérer une partie. Il y a une situation de fait: une Europe qui est une somme de compromis d'intérêts nationaux. Sur le plan politique toutes les tentatives ont avorté. Il n'y a pas d'Europe ni de pouvoir politique, pas plus de politique énergétique que fiscale... Quant aux États Unis Européens c'est une réalité différente, pour ceux d'Amérique on peut dire qu'il n'existait pas de nations aux histoires millénaires. De plus on essaye de résoudre nos problèmes sur le plan européen car pour les pays on ne le peut pas! On n'y est pas arrivé durant la période de croissance alors maintenant... à l'époque on aurait peut-être accepté de partager.

Il y a des coopérations possibles entre certains pays sur le plan technique (concorde, Ariane); mais c'est autre chose de réaliser une fusion des pays dans un ensemble où il n'y aurait qu'une monnaie commune, qu'une économie totalement intégrée. En fait plus on recherche cette intégration plus il apparaît un phénomène de xénophobie. Si on fait rentrer l'Espagne, ce qui peut être intéressant car créant un nouveau dynamisme, cela ne peut se faire que par l'Europe en ne négligeant pas nos viticulteurs du midi... C'est une question d'intérêts naturels et de voir ce que l'on peut retirer de l'extension de nos zones d'échanges. Mais il n'y a pas une volonté de dépassement de nos problèmes. Il y a toujours conformation, cela n'exclut pas la coopération même si on ne peut pas aller loin dans la mesure où les nations sont des réalités économiques. Cela se voit par le viol de la règle de la préférence communautaire et par le protectionnisme hypocrite de certains pays, ou encore la politique agressive de la petite sidérurgie italienne qui pose les pires difficultés à celle des autres pays.

Il y a des relations avec le tiers monde. Il ne faut pas oublier les pays de l'Est, c'est une réalité culturelle incontournable. L'égalité de distance vis-à-vis des russes et des américains est une illusion. L'Europe fait partie de la communauté atlantique. Les multinationales n'ont pas beaucoup de difficultés pour s'enrichir en Europe. En fait quand les pays européens ont le choix ils préfèrent les productions outre-atlantique (cf le Luxembourg) c'est affaire de compétition et de chantage militaire (G.I's).

Il ne faut pas verser dans un nationalisme intéressé pour autant, mais être conscient des réalités. Quant au pouvoir européen il n'a qu'une possibilité: celle que donnait POMPIDOU à SAINT-ROBERT celle de choisir comme chef d'état européen, fonction honorifique, le grand duc du Luxembourg! pour éviter que cela soit le représentant d'un des pays les plus puissants obligatoirement et il faut que cela soit héréditaire si on veut que cela soit symbolique.

H-P. MOREL:

Quel est le statut de la NAR?

B. RENOUVIN:

Celui que nous nous sommes donnés! C'est un mouvement car un parti prétend à l'exercice du pouvoir or nous cesserons d'exister dès que la monarchie sera restaurée (il n'y a pas de tels mouvements ou elle existe). Nous avons des structures démocratiques. Les adhérents élisent un conseil national tous les deux ans et les membres du conseil désignent chaque année deux personnes qui rentrent dans le comité directeur donc une cooptation tempérée par l'élection qui permet la continuité dans le changement. Nous en reparlerons à l'occasion du dernier débat.

SAMEDI 30 JUIN 1984

LA QUESTION DU POUVOIR DANS LE DEBAT INTELLECTUEL CONTEMPORAIN.

BERTRAND RENOUVIN:

C'est une question nouvelle, non pas à la NAR puisque notre naturelle vocation est de poser la question du pouvoir mais le débat autour du pouvoir commence seulement à s'amorcer de façon positive depuis quelque années, vous constatez que l'acelèbre revue "Actes de la recherche en sciences sociales" a consacré un numéro à cette question. Avant d'aborder ce thème il faut voir ce qui s'est passé auparavant.

Comment cette question a été posée par les courants de pensée avant 1980, sur les plans politique et intellectuel ? Il faut voir que pendant des décennies elle fut traitée à la mode marxiste: le pouvoir considéré comme l'expression de la classe dominante. Donc il n'y avait pas de spécificité du pouvoir, pas d'autonomie. Le marxisme avec son fondement économique niait la possibilité pour le pouvoir d'acquérir une autonomie ou d'avoir pour essence une indépendance. Cette question fut aussi évacuée dans le débat amorcé avec la nouvelle philosophie. Ces gens issus du gauchisme se sont élevés contre les analyses marxistes, cf GLUCKSMANN, et contre tous les maîtres penseurs et, au fond de cette contestation c'était la question du totalitarisme qui était examinée. Mais en général les nouveaux philosophes à leur tour évincés la question du pouvoir comme maîtrise, et dans la mesure où on ne trouvait plus de maître penseur, on ne voulait pas non plus de maîtrise sur les hommes. On considérait que l'état c'était le mal et l'origine du totalitarisme. Donc il y avait refus d'appréhender cette question, de même que le gauchisme était en rupture avec la vulgate communiste de type stalinienne dans les années 70. Elle a commencé à apparaître véritablement avec la réflexion sur l'état de droit, cf C. BUCI-GLUCKSMANN qui se demandait s'il ne fallait pas, quand même, instituer contre le totalitarisme un droit au niveau du pouvoir. Il y eu un certain nombre de penseurs appartenant à notre tradition ou la côtoyant qui ont posé cette question: P. BOUTANG, cf "Reprendre le pouvoir", qui répondait à la nouvelle philosophie; C. BRUAIRE, cf "La raison politique", qui se demandait quelle était l'essence du pouvoir (l'existence d'une justice, ce qui permet de poser conditions de la liberté). Nous nous sommes intéressés aux idées de BRUAIRE et surtout à la notion de pouvoir comme lieu d'unité et unique condition de la justice et de la liberté. Pour la première fois, contrairement au marxisme, il se pouvait que le pouvoir soit indépendant et de ce fait puisse poser les conditions essentielles. C'est cette "position de latéralité" par rapport au jeu social qui permet au pouvoir d'exercer sa fonction arbitrale; car on ne peut être juge et partie, pour être juge il faut être dégagé par rapport à la société. Avec BRUAIRE il y a réflexion sur le pouvoir en tant que tel. Cette réflexion se prolonge avec la pensée girardienne, cf nos analyses dans "ROYALISTE" et "CITE". En fait GIRARD n'a pas de pensée politique propre mais une pensée sur le désir mimétique, sur la société et le christianisme. Mais il reconnaît la pertinence de notre analyse. GIRARD n'est pas récupérable même si P. NEMO fait un savant mélange de F. von HAYECK et GIRARD. Nous travaillons avec des gens qui sont dans la mouvance d' I. ILLICH et R. GIRARD ce sont: J-P DUPUIS, J-M DOMENACH, DUMOUCHEL. A partir de ces deux pensées ils essayent de comprendre les phénomènes spécifiques de la société moderne et pour essayer de comprendre pourquoi cette société n'explose pas, cf "l'enfer des choses" de J-P DUPUIS et DUMOUCHEL où ils analysent les causes d'une non-violence dans une société où la violence est sous-jacente; ils développent aussi une critique approfondie du libéralisme économique. Ils montrent que notre société est parvenue à un point d'équilibre de non-explosion, tout simplement parce que l'objet du désir est un objet qui est divisible à l'infini; chacun peut les consommer et le désir se porte sur l'argent qui peut se répartir plus ou moins bien mais dont on peut espérer avoir une part. Tout le mécanisme de l'emballlement du désir mimétique ne se produit pas dans la mesure où il existe cette possibilité d'acquiescer ce qu'on désire: argent et objets en grande quantité. C'est le premier stade d'une pensée, nouvelle, amaxiste, sur le plan social et faisant une critique de la raison libérale et de fond sur la

société, sur la modernité. Dans la mesure où l'emballage mimétique ne se produit pas, cette société individualiste et indifférente parvient à un espèce d'équilibre malsain

Nous nous trouvons là, de plein pied, dans une analyse proprement politique et portant sur la question du pouvoir. Ils se sont demandés quel était l'origine de cette société libérale, industrielle qui tourne en rond, d'où leur désir d'en revenir aux fondements de la modernité. Qu'est-ce que la modernité? C'est ce qui a été produit par l'ensemble des penseurs des Lumières, plus précisément du "contrat social". En Angleterre et en France des penseurs ont donc réfléchi sur les fondements de la société. Ils ont repris le concept de contrat social. Ces penseurs sont: HOBBS, "Le Léviathan", LOCKES; "essai du gouvernement civil", HOBBS est considéré comme le penseur du totalitarisme, dans son système l'"homme est un loup pour l'homme" et pour établir la paix il aliène sa liberté à l'état. LOCKE est le penseur du libéralisme, sa philosophie du contrat est la fondation du libéralisme moderne. ROUSSEAU a développé dans "le contrat social" toute la théorie de l'idéologie moderne, de la modernité. Il faut ajouter ADAM SMITH qui est un penseur de l'économie politique. Ils ont forgé le projet fondateur du monde moderne. Ce qu'il y a de commun entre tous ces penseurs c'est la négation d'un pouvoir extérieur. On commence à parler de cette extériorité pour les sociétés traditionnelles telle l'ancienne France. La monarchie ne devait pas son pouvoir à telle ou telle force sociale ou faction politique, mais il était transcendant par rapport à la société. Le propre des penseurs du contrat social c'est de vouloir réintroduire le pouvoir dans la société sans transcendance ni extériorité, cf ROUSSEAU. Il y a l'état de nature, puis les hommes décident de fonder une société (premier paradoxe car s'il existe une telle réalisation c'est que l'idée devait préexister avant) et donc c'est ce fameux contrat: aliénation de la liberté dans le tout pour recevoir la liberté civile. Il y a cette idée fondamentale de la volonté générale qui est inaliénable. Cela veut dire que la volonté politique, du corps social est directement issue du peuple sans représentation possible, sans délégation de cette souveraineté nationale. Donc il ne peut subsister d'intermédiaire entre le peuple et le législateur. Le pouvoir est totalement absorbé dans la société: "le gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple". D'où les problèmes insurmontables du législateur qui pourrait réintroduire une extériorité; le légis-
teur véritable c'est ROUSSEAU lui-même: le citoyen de Genève qui fait les constitutions à l'extérieur où elles seront appliquées. C'est-à-dire qu'il se trouve en position de latéralité sans s'en apercevoir. Sur le plan de la logique et de la théorie ces penseurs de la volonté générale buttent toujours sur le pouvoir. D'où le problème de la constituante et des corps intermédiaires car tout intermédiaire est banni entre la volonté générale et le souverain. Donc proscription des partis, des coalitions, des sociétés particulières (loi LE CHAPELIER); volonté d'avoir une société qui s'auto-organise, s'auto-gère par le biais d'un pouvoir qui ne serait que son exécutif. L'état traduit les décisions de la volonté générale exprimée par les représentants qui le sont pour la nation entière et non pour une faction. Dans cette optique la représentation proportionnelle est le crime des crimes car c'est la représentation des différentes sociétés de la nation. Cette volonté d'intériorité du pouvoir c'est toute la modernité. C'est le cas du libéralisme économique: négation de l'autonomie, et même de tout pouvoir politique. C'est l'esprit du 18ème siècle, cette nature à desquels il nous faut observer. Si ces lois fondamentales sont respectées, la société aboutit à un état d'équilibre qui la situe dans la prospérité. Donc il ne faut pas intervenir, le pouvoir n'est pas nécessaire, il y a adaptation spontanée des intérêts particuliers de chaque individu à l'intérêt général. Le choix, la confrontation, la concurrence, l'expression libre des intérêts particuliers de chaque individu fait que spontanément on a une situation d'ensemble qui correspond à l'intérêt commun et qui amène la prospérité. Dans ces conditions là, point n'est besoin de pouvoir politique, d'institutions régulatrices de la société. A. SMITH explique qu'il y a une main invisible: le "marché" qui permet cet équilibre harmonieux de l'offre et de la demande de biens, de travail, d'argent... harmonie du corps social. Sur le plan de la réflexion politique et économique le monde moderne c'est cette négation de l'extériorité des pouvoirs de l'autonomie, qu'on considérait auparavant comme très nécessaire. C'est vrai: aussi avec le marxisme: l'état est le produit de la lutte des classes et cette lutte a toujours abouti à la domination d'une classe par une autre, d'où la dictature du prolétariat puis il y a le dépassement de l'état. Le projet théorique mar-

xiste prévoit la disparition de toute forme d'Etat et une société s'auto-organisant. Donc du 18ème au 20ème siècle il existe cette philosophie dominante qui nie le caractère propre du pouvoir politique. Aujourd'hui avec HAYECK on assiste à une renaissance du libéralisme économique mais sur le plan théorique il se dessine une critique de la modernité depuis quelques années. Avec les critiques de la modernité causées par l'impasse de la société industrielle, et en fonction de la question du totalitarisme, la mouvance d' I. ILLICH s'interroge sur ces penseurs: HOBBS, LOCKE, ROUSSEAU, MARX): Etudes des paradoxes insurmontables: le législateur, l'intériorité du pouvoir, l'exécutif qui devient despote absolu, révolution marxiste abolissant l' ex-Etat au profit d'une dictature. D'où la question des anthropologues modernes, sociologues, politologues de regarder les choses en face au lieu de nier la spécificité du pouvoir politique, et d' étudier un retour à une extériorité indispensable à la société. Cette extériorité qu'on retrouve en biologie , en mathématique, en épistémologie et en informatique qui montre qu'il n'y a pas d' organisation véritablement autonome mais qu' il existe toujours un agent extérieur.C' est vrai pour la société ou afin que toutes les forces puissent jouer il faut qu'il existe un pouvoir latéral. C'est la condition première du lien social qui est en train de se défaire. Le Comte de Paris le montre bien dans son dernier ouvrage: il y a éclatement de la société et donc nécessité de ce recours.G. MILLER, jeune psychanalyste issu de la gauche prolétarienne, admirateur de ROBESPIERRE, nous a rencontré, ainsi que le Prince, et nous a posé la question politique: qu' est-ce qui fait le lien? Si on le fait exister seul on a la terreur, le totalitarisme marxiste ou hitlérien. Toutes ces tentatives veulent recréer une sociabilité de force en fonction d'une idéologie. La pensée en est amenée aujourd'hui à se poser de plus en plus la question du pouvoir politique et de son autonomie nécessaire, on se rapproche ainsi de la monarchie. C'est tout le débat autour de l'anthropolitique avec les travaux de L. DUMONT . Il a passé 20 ou 30 ans à étudier une société totalement contraire à la nôtre, cf "homo hierarchicus". Depuis il s'intéresse aux nôtres qui sont à caractère individualiste. Cet individualisme est un courant ancien en occident, cf "essai sur l'individualisme moderne" ou DUMONT montre cette montée depuis la renaissance. Car les sociétés médiévales et antiques étaient des sociétés hiérarchiques. Il ne faut pas entendre hiérarchie au sens moderne du terme mais comme structure susceptible d' englober les contraires; et la monarchie répond parfaitement à cette définition. Le roi n'est pas quelqu'un qui décide de tout, ce n'est ni un dictateur ni un tyran, mais la personne placée à un certain point de la société, au-dessus de tous les conflits qui peuvent exister au sein de la société; il les englobe. Sa situation est telle que quelque soit son statut dans la société on peut se retrouver en lui, c'est cela le propre d'une société hiérarchique. Notre société achève son cycle, l'individualisme touche à son terme, les gens se replient sur des micro-structures ou sur des zones d'intérêt extrêmement

limitées, phénomène accentué par la crise. Le danger avec cet individualisme c'est qu'il y a et qu'il y aura toujours des LE PEN c'est-à-dire des recours aux fausses hiérarchies. L'hitlérisme a été ce genre de recours mais DUMONT a montré que même dans un tel système il persistait une certaine dose d'individualisme, dans la S. Notamment. De plus les castes se concurrencent: cf l'attentat de 1944. LE PEN avec son retour à l'ordre moral exploite sur le plan caricatural ce retour aux fausses hiérarchies. Il est certain que cette question se pose et que les sociétés modernes éclateront par trop d'individualisme. A la suite des bouleversements de la société industrielle DUMONT, et nous avec lui, annonce la nécessité de réintroduire une "dose" de hiérarchie. On peut le faire qu'au niveau politique, ce qui montre la convergence de cette pensée qui se forme autour des girardiens en liaison avec l'anthropologie telle que la conçoit DUMONT, et ce que nous disons à la NAR depuis fort longtemps sur la nécessité du pouvoir politique comme facteur essentiel de l'unité de la société, afin que le lien social existe.

Les différents chercheurs n'ont pas terminé leur évolution mais il y a toujours un certain nombre de découvertes, d'acquis importants pour le devenir de la pensée contemporaine. Donc après la négation du politique pendant 3 siècles il se peut qu'il y ait un retour à partir de ces différents domaines de pensées vers ce que notre projet a toujours défendu.

QUESTIONS:

S. GONZALES

Dans votre optique de la hiérarchie quel est votre intérêt pour l'anarcho-syndicalisme et le marxisme?

B. RENOUVIN:

Il est constant depuis le début de la NAR. D'ailleurs dès 1900 les royalistes se sont beaucoup intéressés à l'anarcho-syndicalisme car il en ouvrait des choses importantes sur l'autogestion, l'autoorganisation mais la question du pouvoir y était révoquée car l'anarcho-syndicalisme, pensée moderne, exclu le politique. C'est la volonté de se passer d'arché et de faire en sorte que la société s'autogère, s'autoorganise c'est-à-dire que des régions aux communes, chacun prenne son destin en main. Dans le royalisme il y a toujours eu des idées de décentralisation, d'autonomie, d'autoorganisation des métiers ou des secteurs d'autonomie par des producteurs eux-mêmes. A l'AFon développé cette idée pendant très longtemps et aussi à la NAR, surtout que dès 68 le courant anarchiste nous intéressa avec l'autoorganisation des communautés de "base". Le problème est que la société ne peut exister s'il n'y a pas de pouvoir politique, car on retourne aux affrontements entre les intérêts différents. Pour que les plus forts n'anéantissent pas les plus faibles il faut un garant du droit.

Pour l'Espagne le problème est différent dans ce sens que l'anarcho-syndicalisme n'a pu être mené au bout de son expérience et donc on ne sait pas s'il aurait réussi à diriger le pays entier. Seules les sociétés primitives ont su s'autoorganiser mais

elles avaient leur extériorité dans le sacré, les relations aux dieux maintenaient le lien. Depuis 75 les sociétés qui peuvent s'autoorganiser sont religieuses donc les anarchistes "ni dieu, ni maître" ne peuvent approuver ces théocraties.

FRANK LAFONT:

qu'en est-il du fédéralisme dans le projet royaliste? Je pense, notamment, à l'union des républiques françaises de C. MAUPRAS et de l'engagement de la part de M-F GARAUD d'un possible changement de constitution dans le sens d'un certain fédéralisme.

B. RENOUVIN:

C'est vrai qu'il existe un vieux fond de décentralisation, de fédéralisme qu'il ne s'agit pas de renier; mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de difficulté à instituer un tel fédéralisme car les identités régionales sont en train de se défaire. Ce qui se passe en Corse et au pays basque est un mauvais signe; quand on verse dans le terrorisme c'est que les choses sont perdues, c'est qu'on se raccroche à une cause quimeurt. On a vu ça avec l'autonomisme breton, qui était intéressant il y a dix ans mais qui est un échec et on se réfugie de plus en

plus dans un passé mythique. Là le fédéralisme pose les vraies questions car si la décentralisation c'est seulement une répartition de compétence administrative sur territoire national, cela atteint-elle pour l'État mais ne fera pas renaître les communautés culturelles dans le pays. Sera-ce sur les anciennes limites régionales? C'est aussi toute la question de l'émigration. Nous allons avoir un nouveau pays avec des contraintes fortes, surtout religieuses. La religion musulmane va devenir une des grandes religions nationales avec des populations immigrées maghrébines. Ces communautés se dissolvent dans la société moderne et perdent leur spécificité. Il peut y avoir de la part de ces communautés une réaction forte si elles sentent leur culture trop leur échapper et donc des réactions d'intégrisme religieux. Ainsi il n'est pas sûr de retrouver le fédéralisme tel qu'on le concevait en 1900. La société n'étant plus rurale, les cultures régionales sont dévastées, les langues en perdition, cela depuis 1870. Nous voyons bien la différence qu'il existe entre la réalité française et la réalité yougoslave, véritable état fédéral. Même du temps de MAURRAS cela était ambigu car par exemple il a appris le provençal au félibrige de Paris! Le mouvement de retour aux langues régionales des années 70 n'a pas porté ses fruits, ce sont des artifices et puis cela se vit mal sur le plan intellectuel et culturel alors qu'un véritable régionalisme devrait aider à la renaissance des formes nouvelles de cultures. Donc il y a nécessité de repenser la décentralisation dans une société de plus en plus homogène.

PHILIPPE DELORME:

Même les musulmans de la deuxième génération ne sont pas plus musulmans que les catholiques le sont.

B. RENOUVIN:

C'est une évolution probable mais c'est difficile de dire les faits décisifs sur l'évolution sociale car on peut penser qu'on est à une période tournante pour l'avenir des communautés musulmanes. Il se peut qu'ils abandonnent toute référence religieuse et culturelle d'ici vingt ans. C'est aussi difficile de le prévoir pour la religion catholique, en 1960 on le croyait atteint structurellement, sociologiquement d'une façon irrémédiable; aujourd'hui on peut se demander si justement il n'y a pas une recomposition, qui n'est pas reconstruction, être catholique c'est quelque chose de social autour de certaines valeurs et les phénomènes Lustiger et JEAN-PAUL II peuvent déclencher une renaissance religieuse profonde dans le pays.

J. BETHEZE:

Je voudrais revenir sur le problème de L. DUMONT, sur la hiérarchie. C'est un terme qui passe très facilement dans la mesure où c'est quelque chose qui ne se trouve pas au niveau d'une verticalité et il y oppose une société égalitaire-inégalitaire. Le deuxième problème que je me pose c'est si la monarchie peut y réintroduire un brin nécessaire de hiérarchie dans cette société égalitaire-inégalitaire pour qu'elle puisse exister. On ne peut faire l'impasse sur le type de société dans lequel nous vivons, on ne peut faire un retour en arrière, c'est une dose de monarchie qui peut permettre à la société égalitaire-inégalitaire de pouvoir fonctionner de manière non violente et qui est une reconnaissance sociale d'un être social.

B. RENOUVIN:

J'ai parlé de hiérarchie parce que l'on débat sur la question du pouvoir dans la société actuelle, c'est vrai qu'on est amené à dire ce terme, mais il est piégé et peut prêter à confusion et des interprétations dangereuses.

J-M TISSIER:

ALAIN de BENOIST est très intéressé par L. DUMONT.

B. RENOUVIN:

Justement, il essaye de travailler sur ce terrain là, bien sûr. Mais c'est facile aussi en étant disciple de DUMONT de démontrer que BENOIST et toute la sociobiologie, c'est de la fausse hiérarchie. C'est toute l'histoire du racisme qu'on retrouve dedans. C'est essayer, comme il n'y a pas de vraie hiérarchie dans la société, de retrouver une hiérarchie dans la nature, dans la biologie. Dans "ROYALISTE" nous avons critiqué ce racisme et cette idéologie moderne, montrant

qu'elle engendre les pires maux. Parce qu'à partir du moment où on proclame une égalité de nature, il y a des gens qui se sont intéressés à cette nature et, ont spontanément retrouvé des facteurs de structures, de différenciations et puis des facteurs d'exclusions de certaines personnes appartenant au genre humain avec un appareil scientifique "rigoureux". Ce racisme est né non pas de la droite naturaliste ou traditionaliste mais de la science républicaine, des grands savants qui sont vénérés par J. POPEREN qui veut un retour au rationalisme. Et bien, c'est un retour à ces gens qui ont enfanté le racisme ; cette idéologie moderne que l'on idolâtre. Dans tout le 19^{ème} siècle il y a eu invention de cette "biologie" "différente" sur laquelle le nazisme s'est créé. On parlait des mots piégés, il est sûr que cette invention du racisme est née d'une société égalitaire mais la critique de l'égalitarisme est dangereuse également. On ne peut la faire simplement, car il y a au moins trois façons de comprendre "égalité":

- l'égalité de dignité entre les hommes affirme dans toutes les sociétés traditionnelles une différence de statut mais il y avait: "tout homme en vaut tout autre"

- il y a l'égalité des biens et des richesses

- il y a l'égalité au sens moderne du terme qui est ambiguë et qui a produit le racisme. C'est toute cette mystique égalitaire qui crée de fausses hiérarchies, sur cette mystique se fonde le libéralisme économique, toutes les chances sont égales au départ, que le meilleur gagne mais on sait bien que cela n'est pas vrai.

Mais professer un autre égalitarisme c'est dangereux parce que cela peut-être n'importe quoi: l'apologie de fausses hiérarchies. Donc tous ces termes sont piégés. Il n'empêche que sur le plan philosophique la critique qui se fait aujourd'hui est assez fondée. La critique de l'individualisme également cela ne veut pas dire qu'on nie la personne, au contraire, cela ne veut pas dire non plus qu'on veut une société totalitaire, tout cela est fondé mais dangereux.

J. BETBEZE:

Je voudrais montrer le passage de nos sociétés à la modernité. Je voudrais d'abord parler de DESCARTES car il se trouve à la racine de la modernité. Pourquoi cette modernité n'a pu être vécue que par l'idéologie républicaine en France? DESCARTES fonde la modernité, parce qu'il dit que l'homme doit devenir comme maître et possesseur de la nature, cette notion de maître et de possesseur qui est fondamentale dès le début de la modernité.

Deuxièmement, c'est qu'il y a un déterminisme de l'être à partir de DESCARTES simplement en tant qu'individu volontaire. C'est la volonté qui détermine ce qu'il en est de l'humanité donc l'être est réduit à quelque chose qui est du domaine de la volonté. Cette idée est très importante par rapport à la rupture précédente. Si l'on écoute HEGEL, il nous dit: en supprimant toute relation d'appartenance il ne reste plus que les relations de domination. Or la modernité se fonde au départ sur la suppression de toute relation d'appartenance c'est-à-dire que l'homme de lui-même, de par sa volonté se fonde en tant qu'humanité. De la suppression de cette relation d'appartenance, c'est aussi la suppression de tout ce qui peut se trouver autour du secret et donc ne peut rester dans le domaine technique. On dit devenir maître et possesseur de la nature, ce n'est qu'à partir du moment où il n'y a plus de transcendance de ce qui est cette nature, et, qu'est-ce que l'homme? L'homme est aussi nature et la nature de l'homme va devenir la nature sociale de l'homme; la société donnera la nature de l'homme.

Sur les droits de l'homme, on les a réintroduits au niveau de la révolution française. Les droits de cet homme sont déterminés par la volonté, la raison et le travail car cette volonté c'est devenir maître et possesseur par le travail. L'homme est un être de besoins non de désirs, quand l'être humain aura pu acquiescer tous les besoins nécessaires à sa nature sociale à ce moment là on aura une auto-transparence de la société. Il est intéressant de voir comment tout en ayant les droits de l'homme il y a pu avoir des carnages dans la modernité; car les gens que l'on tue on les présume non humain n'étant pas des travailleurs.

Dernier point, au niveau de la mise en place de la liberté traditionnelle: ce qui

détermine l'homme c'est que tout homme est libre; c'est qu'à partir de la modernité il y aura une certaine conception de la liberté qui sera entièrement intégrée dans une conception de la nécessité au sens de SPINOSA: la liberté sera vraiment la libération de la nécessité. Alors je vais prendre le débat contemporain où là on le voit bien avec M. FOUCAULT: dans "surveiller et punir", enquête sur les problèmes des prisons et de la punition. Dans la société de type traditionnel quelqu'un que l'on tuait l'était sur la place publique et il y avait un spectacle dissuasif. On considérait à l'époque que les gens étaient libres de faire le bien et le mal et pour les empêcher de faire le mal on leur faisait peur. On s'est rendu compte qu'avec la naissance de la modernité la problématique fut d'obliger l'homme à faire le bien et c'est là que toute la technique reste au niveau social, c'est-à-dire que cela sera une obligation par la technique, d'où la mise en place des phénomènes de surveillance du 19ème siècle et de l'attitude vis-à-vis de l'enfance. Pourquoi s'est-on intéressé à l'enfant c'est parce qu'on considérait tout être humain comme un enfant et que dès le départ de la vie de l'enfant, il fallait déterminer le futur citoyen pour qu'il soit amené à faire le bien. Le bien déterminé socialement! On voit cela en lisant FOUCAULT, cf "histoire de la folie", il montre le substrat idéologique que fonde la modernité au niveau de la psychiatrie. PINEL amène un traitement moral du fou, être humain. Au 19ème on vivait dans la perspective de l'homme nouveau et c'est ainsi qu'on voulait changer l'homme le plus interchangeable. D'où la nécessité d'une théorie de l'espace: de grands couloirs non pour permettre à l'animal: homme fou de disposer d'espace pour se défouler mais pour que l'humain soignant surveille l'humain-à-changer, grâce à un meilleur champ de visibilité.

Pourquoi la République? Car au départ elle est fondée sur cette question de la volonté, c'est-à-dire que le rapport au roi est un rapport d'appartenance, affectif, sensible et il faut qu'il n'y est rien qui ne puisse rester dans la maîtrise et une République pure et dure voulait évacuer tout ce qui était du monde sensible. Je voulais aussi dire que FREUD a apporté beaucoup dans le débat contemporain avec la pulsion de mort car toute cette modernité c'était l'auto-transparence de l'homme à lui-même et de cette auto-transparence de l'homme à la société il y a une opacité réductible entre l'homme et lui-même et l'homme et son prochain, cela c'est quelque chose que la civilisation ne peut pas résoudre. Il faut accepter d'avoir un manque structurel au niveau social.

Pour reprendre quelque chose de classique, du Prince et du Souverain, avec la modernité c'est le mélange entre le Prince et le Souverain. Dans toute société traditionnelle il y a une différence entre eux, le Souverain étant la justification idéologique, spirituelle du pouvoir et le Prince représente le politique. Le totalitarisme, cf BHL, c'est justement la suppression de cet écart: le Prince devient le souverain, il n'y a plus d'écart entre le spirituel idéologique et le politique. La problématique des philosophes s'est un refus de poser le problème du pouvoir, dans le cas de la nouvelle philosophie, la critique vis-à-vis du marxisme est aussi un besoin de s'intéresser de près à toute technologie du pouvoir, c'est-à-dire qu'ils ont une position éthique contre le pouvoir. Car le Pouvoir avec un grand P est automatiquement totalitaire dans la modernité et pour cela il faut espérer la technologie du pouvoir qui modèle cette modernité pour s'y opposer. C'est la position de FOUCAULT contre la prison. Il y a eu tout un détour par FOUCAULT s'intéressant à la question du pouvoir.

ALAIN JULIEN:

Peut-on considérer le retour à la hiérarchie comme contraire à la marche de l'histoire?

Bertrand RENOUVIN:

Qu'est-ce que cette marche de l'histoire? Quand les sociétés primitives ont toutes été touchées par la modernité elles sont mortes par l'apparition de la rareté, alors qu'avant elles ne connaissaient pas l'économie. Ce qu'il faut voir c'est le cas du Japon? mais C. LEVY-STRAUSS dit que l'on voit de plus en plus de vieillards clochards ce qui prouverait que même cette société craquerait.

P. DELLORME:

N'es-tu pas choqué par le terme Société naturelle car si elle est telle pourquoi en changerait-on?

B. RENOUVIN:

C'est très compliqué et obscur car il n'existe pas encore de théorie qui puisse en rendre compte parce que nous manquons de documents de ces temps sans histoires.

D'après GAUCHET l'histoire apparaît à partir de la monarchie, donc par rapport à cette conception purement théocratique de l'homme dieu, mais cela craque un jour. Pour les sociétés primitives il faut interroger les mythes... C'est là que GIRARD est intéressant pour essayer de comprendre quel sont les fondements des sociétés. Mais il n'est pas une autorité absolue et il est d'ailleurs très contesté par les anthropologistes actuels.

SAMEDI 30 JUIN 1984

LIBERALISME ECONOMIQUE ET SOCIALISME. UN FAUX DILEMME.

BERTRAND RENOUVIN:

Le terme de libéralisme est à la mode. Il y a trois ans c'était le socialisme. Quand ce qu'on prétend être du socialisme est arrivé au pouvoir; on s'est mis à relire les textes des libéraux et il est bien à porter aujourd'hui d'être libéral politiquement et économiquement. Encore faut-il savoir ce que cela veut dire. Dans le sens commun le libéral est l'ami de la liberté. C'est une doctrine politique et économique précise qui est apparue au 19^{ème} siècle et dont on recommence à parler sur le plan politique avec la réédition des oeuvres de BENJAMIN CONSTANT: "De la liberté chez les anciens et chez les modernes", on retrouve partout ce texte, cf "intervention" revue de la deuxième gauche avec un très bon numéro sur le libéralisme; GUISTOT, totalement ignoré, que l'analyse marxiste trouvait déplorable par son "enrichissez-vous", on va le redécouvrir avec le livre de P. ROSENVALON; TOCQUEVILLE, penseur incontournable, défendu par R. ARON. R. ARON a travaillé pendant des décennies dans la solitude, sous le mépris de SARTRE et puis ces dernières années avec la primauté de R. ARON on a redécouvert TOCQUEVILLE qui pose, d'ailleurs, la question de l'extériorité dans la mesure où les Etats Unis font reposer leur société sur des valeurs religieuses qui sont transcendantes. Ce n'est pas un système auto-organisé contrairement à ce que l'on croit, et il est intéressant pour comprendre les phénomènes de rareté. B. CONSTANT nous dit: "toute ma vie j'ai lutté pour la liberté en toute chose". Le libéralisme traduit donc une exigence de liberté, tout à fait respectable, c'est aussi une réflexion sur le pouvoir et sur un équilibre des pouvoirs, cf MONTESQUIEU. Le libéralisme professe que pour parvenir à la liberté, bien que dépendant des individus, il faut que la société ait un contre pouvoir, soit que les différents pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) puissent s'équilibrer, pour éviter la dérive dictatoriale. B. CONSTANT pense cependant qu'il y a risque égal de dictature du côté législatif ou exécutif et finalement, alors qu'il n'est pas du tout de cette tradition, il reconnaît la nécessité de la monarchie. Ce sont des penseurs de la restauration et ils voient en fait que le pouvoir royal peut, seul, garantir cette liberté. CONSTANT définit le pouvoir monarchiste comme un pouvoir neutre (ou extérieur), c'est donc un souci de hiérarchie (DUMONT). Donc nous ne sommes pas gênés dans cette tradition dans la mesure où il suffit de demander aux libéraux d'aujourd'hui de relire leurs auteurs qui sont, en fait, monarchistes. Ce libéralisme politique est cohérent que s'il reconnaît cette nécessité de la monarchie, VGE ne paraît pas sérieux dans cette perspective là. Il y a une relation avec le libéralisme économique, moins importante qu'on le dit, car le libéralisme politique reconnaît un pouvoir autonome, alors que le libéralisme c'est la pensée qui postule que la société économique peut s'organiser par elle-même et peut trouver un équilibre spontanément. On sait que les inventeurs du libéralisme ce sont ADAM SMITH, RICARDO, JOHN STUART MILL, J-B SAY... jusqu'à F. von HAYECK, renouvateur de ce courant. Qu'est-ce donc que le libéralisme économique? C'est une pensée rigoureuse et scientifique fondée sur l'observation de la nature où il existe des lois spontanément bonnes, la nature étant elle-même bonne. Quelles sont ces lois? Ce sont essentiellement les lois de l'offre et de la demande qui interviennent au niveau des biens que l'on échange, au niveau de la monnaie et de l'emploi. Il y a un sous-basement philosophique et éthique. Toute la pensée libérale se réfère à des valeurs implicites: l'utilitarisme anglais de BENTHAM: l'homme est un être de besoins, il recherche la satisfaction maximum de ses besoins et de son utilité optimale. Donc présupposé éthique de lois générales sur un marché: lieux d'échanges, de confrontations, de libre concurrence. Qui dit libre concurrence dit état réduit au maximum, l'état surveille, défend, protège la propriété et veille au bon fonctionnement générale de la société. La société idéale est autonome. Un certain nombre d'idées du libéralisme seront reprises par MARX, notamment chez RICARDO (la plus-value, la baisse tendancielle du taux de profit). MARX n'a fait que retourner cette idée contre elle-même. Il faut voir le fondement; c'est la lutte contre la rareté. Il y a rareté naturelle, le meilleur moyen de lutter contre c'est de développer l'activité économique, de laisser jouer les lois du marché pour atteindre la prospérité. Donc premier concept: l'éco-

nomie est la science qui permet de lutter contre la rareté. Deuxième concept; l'homme est un être de besoins dont le but est de les satisfaire, c'est le rôle de l'économie. Ces lois existent sur un marché. Il faut s'interroger sur ces concepts: rareté et besoin. Le concept de besoin est flou car trop réducteur, il néglige le concept de désir. Les économistes dissertaient sur la hiérarchie des besoins, et l'économie satisfait les besoins fondamentaux avant les accessoires. Tout cela est banal et non sérieux car on ne peut pas dire que l'homme est un être de besoins car il peut avec son entière liberté refuser tous ces besoins aussi fondamentaux soient-ils par le suicide ou dans une moindre mesure par l'ascèse. D'autre part la rareté est très ambivalente car on s'aperçoit que lors du développement de la science économique au lieu de lutter contre elle, elle a créé la rareté. Donc alors qu'on veut la réduire on ne cesse d'en produire. Les sociétés primitives par leur étude, fournissent une explication. Elle nous font appréhender la réalité de sociétés prospérant sans ou avec peu d'économie dans leur organisation, ou encore qui tendent à l'expulser. SALLINS dans "Age de pierre, âge d'abondance" montre que dans ces sociétés on ne connaissait pas la rareté; elles fonctionnaient en dehors du phénomène d'échange économique. Dans ces sociétés de "chasseurs-cueilleurs" les biens sont à la disposition de tous sans qu'il y ait nécessité de l'économie. Quand l'économie apparaît dans la société sous forme de rareté, lors des famines, elles éclatent et meurent. Les biens devenant rares, car il y a pénurie, alors commence la lutte, la rivalité, pour le partage. Avant il existait des règles de solidarité tempérées par l'existence d'un pouvoir distributeur. Mais il venait un temps où ces règles n'étaient plus suffisantes ou la violence apparaissait; donc les sociétés primitives ont pu fonctionner sans système économique vrai, sans science économique et sans avoir à lutter contre la rareté. Ce qui montre bien que la rareté n'est pas le concept fondateur de l'économie.

D'autre part cette économie qui prétend réprimer la rareté, la favorise et cela se voit avec l'Angleterre, dans sa révolution industrielle et le mouvement des enclosures, cf "sur l'économie politique". Ce mouvement c'est la volonté du capitalisme d'introduire les mécanismes économiques libéraux dans une société traditionnelle rurale qui vit selon les règles de solidarité, communaux, droit de pêche et de chasse libre et gratuit. Le propre de l'économie moderne et de la révolution industrielle c'est qu'elle va briser cette société communautaire en instituant les clôtures et la rareté. Dès lors, où les biens sont répertoriés, attribués sur un territoire, chacun est propriétaire. Les biens sont détruits et on ne peut plus chasser ou pêcher librement mais on doit acheter. Alors on rentre dans l'économie marchande. Les campagnes anglaises s'intègrent dans le circuit économique; cela se traduit par la rareté, la misère car les gens ne parviennent pas à payer les biens qu'on met à leur disposition sur le marché. Mais avant que se réalise le marché qui théoriquement est quelque chose de naturel, il faut créer la rareté afin que l'échange de type marchand puisse se développer. La conséquence de cet échange est la misère avec en Angleterre un dépeuplement, la naissance du prolétariat main d'œuvre exploitée de l'économie. Comme les économistes anglais étaient rigoureux ils ont réclamé l'abolition des droits des pauvres car les lois sur les pauvres empêchaient de se mettre au travail et favorisaient la paresse! Au contraire il fallait que les hommes retournent à l'état de nature qui les obligerait à travailler ou bien ils seraient confrontés à de nouvelles nécessités qui les forceraient à travailler pour le plus grand bien de l'industrie. Telle est la logique mais on voit qu'il n'y a rien de naturel sur le plan économique et social. Il y a une volonté d'éparpillement puis de concentration des individus pour qu'ils soient à la disposition de l'industrie. Mais on ne peut dire que ces mécanismes soient bénéfiques ou spontanés. Ils obéissent à un ordre naturel des choses. Il y a eu application à une réalité donnée d'un certain nombre de théories avec toutes les conséquences connues.

Sur le plan du marché, on remarque que la science économique classique, libérale, jusqu'à maintenant oubliée dans ces analyses des facteurs nationaux, cf FRANÇOISE PERROUX qui a montré théoriquement qu'il n'y avait pas de marché mondial mais des échanges entre groupes et nations et que la grande carence de la pensée libérale a été de nier la réalité de ces ensembles nationaux et qui exercent une emprise de structure. Cela n'empêche pas les affaires et la prospérité car sur un tel marché théorisé par les économistes britanniques tout allait fort bien pour leur empire. L'exemple type est celui des échanges entre le Portugal et l'Angleterre; les premiers exportent du vin les seconds du drap, donc aux produits non manufacturés correspondent des produits qui le sont

et qui par conséquence coutent plus chers, tout est donc au bénéfice de l'industrie britannique. Loin de se situer sur un marché où il y aurait concurrence entre les agents économiques il n'y a pas d'entrées libres sur ce marché. Dans ce système il y a des dominés et des dominants. Les théoriciens anglais, de la nation dominante, ou les américains ont donc intérêt à la primauté de cette pensée. On comprend MILTON FRIEDMAN n'être libéral. Il n'y a jamais de concurrences vraies mais constitution de monopoles ou d'oligopoles c'est-à-dire d'ensembles de grandes entreprises qui protègent un marché et il y a des réalités nationales qui font que la théorie du marché est tout à fait superficielle.

Autre paradoxe de ce libéralisme: cette pensée très anti-étatisme a créé l'état tel que nous le connaissons aujourd'hui, centralisé et bureaucratique. Pour faire fonctionner cette théorie dans des sociétés qui spontanément ne secrètent pas de telles lois il fallait absolument que les industries demandent à l'état d'intervenir pour faire respecter soit leurs intérêts soit le libre fonctionnement des lois du libre échange. Une demande d'état s'est développée à partir du 19ème siècle aboutissant à cet excès de législation et de bureaucratie. Ce n'est pas le socialisme qui a inventé l'étatisme, il a été secrété de façon quasi spontanée par la nécessité de régulation de l'activité économique. Les socialistes n'y sont pour rien, sauf dans un système de type soviétique, cf 81 l'héritage d'un état terriblement bureaucratique. On voit bien que VGE, libéral conscient et organisé, est l'homme qui a développé l'état rivoli, le ministère des finances, à partir de 63, favorable au développement des grands groupes financiers et d'autre part en a fait un instrument d'inquisition fiscale. Avec tout son poids spécifique dans les négociations budgétaires il a accrédité l'idée d'un ministère pur et dur contre les autres dépensiers. Même si les problèmes de raretés ne sont plus connus en occident ils ont été répartis sur d'autre partie du monde. Il y a eu planétarisation d'un système. L'occident développé vit dans la bonne conscience, mais dans l'exploitation du tiers monde et de ses masses prolétaires qui connaissent ces phénomènes de raretés et de misère.

Il ne faut pas se leurrer sur REAGAN avec son déficit budgétaire fantastique; le libéralisme ne tient pas ses promesses car la pensée d'HAYECK ne se démet pas de ces contradictions.

C'est vrai que face à ce libéralisme il y a une réaction qui s'est appelée, à juste titre, socialisme au 19ème siècle et cette réaction a commencé en Angleterre avec OWEN. C'est la volonté de recréer une société contre la dislocation du développement du capitalisme libéral. Ce socialisme est spontané, de type anarchiste qui se fonde sur la volonté de structures sociales, de solidarité. C'est organiser le syndicalisme comme réaction de la classe ouvrière face à la violence du capitalisme. Ce souci est le même du catholicisme et du royalisme du 19ème. LA TOUR DU PIN avec un modèle néocorporatiste, qui avait sa valeur à l'époque, disait la même chose: contre le libéralisme, il faut réformer les liens sociaux, la solidarité.

Après il y eu tout le problème du marxisme, le socialisme est devenu une volonté de prendre en main l'appareil d'état sans révolution pour opérer une meilleure redistribution des revenus nationaux. Le socialisme à la française c'était de gagner les élections et se servir de l'état providence pour redistribuer selon la justice, en faveur des plus défavorisés, l'argent. Le modèle de la sécurité sociale se réfère à ce socialisme, mais surtout à la doctrine keynésienne. KEYNES dès 1921 fit une critique technique de tous les postulats du libéralisme économique et en particulier de l'idée d'équilibre et il a développé des techniques économiques pour relancer la machine. C'était la politique de grands travaux, de déficit des finances publiques, de redistribution des revenus par le biais d'organismes sociaux. Le socialisme est à la jonction de ces deux courants: Cette idée socialiste de prendre aux riches pour donner aux pauvres et cette idée keynésienne de se servir de l'état pour la redistribution.

Le problème c'est qu'en 1981 le socialisme était dans un système étatisme et dans une société qui ne permettait plus ce mécanisme de redistribution: parce que l'état providence était en crise, et que l'étatisation, la bureaucratie avait dépassé leur limites: impossible d'accroître le prélèvement fiscal, système de sécurité sociale difficile à gérer. Le socialisme s'est trouvé sans projet. C'est pour cela que c'est un faux dilemme que d'opposer un libéralisme qui n'existe pas à un socialisme qui ne peut exister en France. On sait que le socialisme ne peut faire la politique sociale promise. Donc on se trouve dans une coupure théorique qui est totale. Le socialisme est dans une impas-

se car il ne sait plus à partir de quoi penser. De plus notre système devient imprévisible et ingouvernable par les effets pervers de toute décision. Cette société est tellement interpénétrée que l'anticipation est impossible, que l'interventionnisme de plus en plus grand (dans ce système qui se dit libéral!). Il y a un échec de la théorie économique en tant que telle et il faut tout reconstruire.

QUESTIONS:

J-M TISSIER:

Mais on ne peut pas se passer de l'interventionnisme et le condamner...

B. RENOUVIN:

Tout état est interventionniste, il est certain qu'il y aurait peu de commerce extérieur s'il n'y avait pas les grands marchés qui sont le fruit de la politique étrangère de l'État. La puissance américaine se retranche derrière la puissance diplomatique et militaire des USA. Ce n'est pas de l'interventionnisme mais un rôle de l'état non naturel mais difficilement réprouvable. Il y a des moyens politiques, nos attachés commerciaux n'ont qu'à faire leur travail. Il n'y a pas de libéralisme, il y eu des sociétés communautaires où des relations étaient tout à fait autres et où elles étaient inscrites dans un système qui dépassait ces valeurs, aujourd'hui on a des sociétés qui sont essentiellement économiques.

J. BETBEZE:

S'il y a inflation c'est qu'il n'y a pas confiance et si il n'y a pas confiance c'est parce que le pouvoir politique est reconnu celui d'un clan. Le pouvoir peut amener la confiance...

B. RENOUVIN:

Oui car la monnaie c'est toujours le pouvoir qui la garantit et la monnaie vaut ce que vaut le pouvoir. Le phénomène de confiance est fondamental à l'équilibre monétaire. Il existe une tendance inflationniste qui est liée à un phénomène de la société moderne. On applique, seul, une politique libérale. Les USA font une politique de puissance par le poids du dollar et de leur économie. Ils ne respectent pas les règles du jeu libéral. Il faut faire comme les autres: une politique de déficit des finances publiques, de protection non tarifaire. On pratique une politique dite de la "ménagère": il faut faire des économies, ne pas dépenser d'argent mais on peut avoir une politique de déficit qui est positive. Il ne faut pas que la valeur du franc baisse mais on peut le faire pour donner un coup de fouet aux exportations (de GAULLE l'a fait en 68: - 10% qui ont permis la relance). Il fallait le faire en 81 pretextant l'héritage! Ils ne l'ont pas fait pour des raisons morales. On a encore une liberté d'action économique, mais dans 10 ans se sera fini.

On peut faire une politique de protection dirigée par l'État, pour la faire il ne faut pas avoir de partie liée avec tel ou tel groupe d'intérêt sinon on fera la politique de ce groupe, le roi permet d'appliquer cette politique avec des gens qui partagent la même philosophie. JUAN CARLOS, sur le plan de la diplomatie économique (soutient à l'Argentine par rapport au FMI) a eu une attitude dont on aimerait avoir un écho courageux en France. C'est vrai que l'Espagne a une partie de son économie tournée vers l'Amérique du sud, mais nous, nous pourrions le faire avec les pays d'Afrique en matière de règlement des dettes vis-à-vis des USA. Alors nous aurions des accords accrus, bilatéraux avec ces pays. Cela est important car peut orienter à long terme la politique économique. Pour le court terme le gouvernement dirige avec une majorité d'idée issue de la proportionnelle, tout en se différenciant de la 3ème République par le fait qu'il existera un État. Mais il faut alors que le Prince gouverne, avec la non totalité des pouvoirs du président actuel pour lui éviter de s'impliquer de trop et de servir de bouc émissaire. Il y aurait un système de représentation en confrontation avec celui que nous connaissons: celui des délégués du peuple ce qui permettrait de penser sérieusement à une décentralisation. Avec ces délégués il y aurait un ensemble de citoyens pouvant devenir élus locaux et les municipalités et régions échapperaient progressivement à l'emprise des partis. Il y aurait aussi la réforme du sénat du moins de son statut mais pour cela il faudrait un gouvernement fort...

DIMANCHE 1ER JUILLET 1984

DROITE ET GAUCHE DEPUIS 1981:

BERTRAND RENOUVIN:

Droite et gauche sont des courants anciens mais qui, au moins pour la gauche, ont évolué significativement depuis l'arrivée de MITTERRAND au pouvoir et qui risquent, notamment la droite d'évoluer après ces élections européennes.

La droite est un concept vague qui regroupe des tendances qui sont des produits d'une certaine histoire. Sous la troisième République on a connu différentes droites: l'A.F., droite moderne sous la 4ème aussi avec PINEL et LANIEL. Ce qu'il faut savoir c'est que cette droite classique conservatrice c'est transformée en 1958 avec le gaullisme. Il a été une révolution sur le plan constitutionnel car il a réintroduit l'état dans le jeu constitutionnel. Il a également modifié la carte politique et donné une nouvelle inspiration à la droite. Cette droite classique se référait à PINEL et POINCARE. On vit de grandes formations s'effondrer après cet avènement: CNIP, MRP. C'est à cause du mouvement royaliste qu'il n'y a pas eu de mouvement démocrate chrétien, il subsiste aujourd'hui le CDS. Le gaullisme modifie les conditions du jeu politique et parlementaire car l'UNR, l'UDR puis le RPR ont changé la droite sur le plan idéologique. Cette pensée a été dominante, elle était axée sur l'état, la nation mais qui allait au-delà du nationalisme classique, c'était également l'esquisse d'une pensée sociale trouvant son origine dans LA TOUR DU PIN. C'était donc un projet complet et les partis de droite CNIP, MRP trop faible intellectuellement n'ont pu résister à cette pensée qui se fondait aussi sur la légitimité propre de GAULLE. Cependant on a vu une renaissance à partir de 58 de la droite des notables liée aux milieux financiers: création par VGE des républicains indépendants exprimant les (non) valeurs de la droite classique. Cette opposition idéologique et sociologique a été vécue tout au long du septennat précédent. D'un côté on a une droite populaire (RPR) se référant à l'héritage gaullien, encore que..., de l'autre une référence à POMPIDOU. POMPIDOU n'a repris qu'une partie du projet gaullien et notamment la partie industrielle, contesté par le mouvement gauchiste. Le général de GAULLE était le défenseur d'un projet diplomatique et sur l'état, par sa pensée radicale POMPIDOU ne pouvait comprendre l'essentiel de ce projet. D'ailleurs POMPIDOU et VGE se sont opposés à l'arrivée du Comte de Paris aux affaires, d'où son retrait de la scène depuis 14 ans. Le giscardisme n'est qu'un projet financier, le désir non de développer l'activité économique, la puissance économique de la nation mais de développer la puissance et le pouvoir financier. Quand on reprend l'analyse de GISCARD depuis 63 on voit qu'elle a favorisé certaines branches du capitalisme financier. Il y a eu une opposition jamais nettement perçue dans la presse entre les groupes SUEZ et PARIBAS. GISCARD avait partie liée dans ces conflits par ses origines affairistes et familiales. Ce sont les intérêts financiers internationaux pour SUEZ et plus nationalistes pour PARIBAS et aussi l'opposition finance-industrie. C'est également CHABAN et GISCARD, cf F. MORIN "Les structures financières du capitalisme français". Cette lutte a tourné en faveur de GISCARD, avec l'aide du "Canard enchaîné", car sa fortune solide repose sur les colonies alors que le milieu gaulliste, forcé de réaliser beaucoup d'argent très vite, n'avait que des biens immobiliers d'où les scandales car cette dernière source est plus fluctuante. Il fallait liquider CHABAN et la politique industrielle, aidés en cela par le clan JUILLET-GARAUD qui pensait voir le communisme à l'Elysée si le réformisme intelligent de CHABAN passait. Cette lutte a permis l'éclosion du PS car DELORS et beaucoup d'autres seraient allés vers CHABAN. Donc d'un côté une tendance industrielle et nationale, de l'autre financière et mondialiste. Le capitalisme financier est délocalisé car on peut gagner de l'argent partout (Tawar) d'où les scandales (Montessa). La mondialisation c'était l'insertion

des groupes financiers français dans les circuits du capitalisme international. Le libéralisme avancé c'était l'insertion de la France dans les grands circuits avec toutes les conséquences de cette situation de concurrence où la France partait affaiblie. Les économistes jusqu'à ces dernières années avaient oublié que les entreprises étaient la propriété de groupes dont la rationalité était financière. Depuis on connaissait mieux les luttes entre ces groupes. Ces luttes ont provoqué la chute de GISCARD car les rivalités entre ces deux conceptions sont aussi différentes qu'entre la droite et la gauche.

Ce qui change c'est le phénomène LE PEN, dû à la disparition du gaullisme, cf JOSPIN!, car le nationalisme nuancé du gaullisme a disparu. Mais il y a aussi l'hypocrisie de la gauche vis-à-vis de l'immigration, et, de la droite à Dreux ce qui a servi de marche pied à l'extrême droite car cela lui a fourni une "honorabilité". Dans la mesure où il y a une perte d'identité, LE PEN essaye de la redonner contre l'autre de la même manière qu'il faut rassembler le plus grand nombre contre la minorité pour réunifier le tout, cf HITLER, avec une manipulation de l'angoisse causée par la société moderne, cf "le nouvel observateur" ou HELENE DORLAC qui montre que le rétablissement de la peine de mort ne sert à rien pour la petite délinquance. D'autre part l'exploitation du retour aux valeurs morales c'est le triomphe de ceux qui n'ont toujours pas digéré mai 68, la révolution sexuelle. LE PEN exploite ces nostalgies. Ces 11% peuvent destabiliser le jeu de la droite d'où les confusions dans les réactions: cyniques, intéressés (CHINAUD, LEOTARD) Ce peut être le prétexte d'un éclatement car le CDS n'acceptera pas le rapprochement (stasi et weil). Dans le RPR quand on entend le discours de LABBE et de SEGUIN on constate la contradiction. Dans un système proportionnel cela risque de coûter les élections de 86 à la droite.

QUESTIONS:

JULIEN BETBEZE:

Il y a aussi le fait que la droite par son discours "catastrophiste" favorise le candidat le plus anti-gauche.

B. RENOUVIN:

La droite en développant ce discours maximaliste a joué les apprentis sorciers. Ce débat est faussé par les dirigeants qui ne croient pas à ce qu'ils disent. D'autant plus qu'ils sont ravis de ne pas mener le pays dans cette crise, cf PONS dans "les nouvelles littéraires".

Quand à la gauche le déclin du PC est le phénomène nouveau, mais qui découle d'une situation ancienne aux causes multiples:

- Le PC n'a jamais su faire son tournant comme le PSI et donc s'est déphasé de la société
- La révélation du monde soviétique et la faillite des modèles communistes (Budapest, KROUTCHEV, gauchisme), le fait que le PC n'apparaisse plus comme révolutionnaire et le fait que lorsqu'il le fait il se réfère à STALINE!

- Le PC n'a pas compris mai 68 d'où rupture d'avec le gauchisme

- Perte des intellectuels, cf SARTRE: "le communisme comme horizon indépassable de la pensée", ridicule aujourd'hui

En 74 le PC n'a pas su profiter de la crise alors que le PS oui et ce dernier a fini par incarner l'espoir du peuple de gauche. Enfin l'affaire des bulldozers de 80 montrait que le PC ne savait plus réagir. Après 81 leur arrivée au gouvernement les plaçait en otages. Le parti devait cautionner un gouvernement qui avait une politique contraire au projet du PC, sur le plan diplomatique, militaire économique. Le PC est dans une impasse mortelle car s'il reste il se discrédite et s'il s'en va il se condamne à durcir le ton et à verser dans une politique qu'il refusait de mener jusque là, l'heure n'étant plus à la révolution.

L'évolution du PS: 1981 c'est après la divine surprise des premiers jours la dure réalité. Leur projet politique et social ne pouvait être mis en oeuvre, en raison de l'échec de l'état providence qui ne peut assurer la répartition des richesses. De plus F.

QUESTIONS:

JULIEN BETBEZE:

L'opposition des républicains contre les curés et le roi est relativement cohérente car ce qui caractérise la foi c'est que dans la foi on sait qu'on croit; il y a un écart entre le savoir et la croyance. Or la République c'est une gnose c'est-à-dire qu'on ne sait plus qu'on croit mais qu'on croit qu'on sait; il n'y a plus de décalage entre les deux et la foi devient savoir, BESANCON l'a bien montré.

XAVIER BOWN:

Pourquoi le roi est cet homme et pas un autre?

B. RENOUVIN:

Il en faut un commencement des choses s'il y en a un qui arrive avec son parti ou son groupe d'intérêt ce n'est plus la justice car il gouverne au nom de ce parti ou groupe d'intérêt. On ne peut faire un système de méritocratie car cela implique la concurrence ce qui permet la corruption. L'intelligence politique est différente des autres (VGEI). Si on prend le plus compétent pour la direction d'un parti, il ne l'est pas forcément pour la direction de l'Etat. Donc on prend le critère de la plus grande indépendance, cf BRUAIRE; l'essence du politique c'est la distance d'une justice.

PHILIPPE DELORME:

C'est parce que c'est le seul, Henri, dont on soit pratiquement sûr qu'il pourrait avoir le consentement populaire.

B. RENOUVIN:

Sur le plan de l'efficacité, la monarchie l'est le plus car elle garantit une continuité dans le suivi des affaires car le Prince est préparé à sa charge en fonction d'un projet millénaire. Quand on parle de tradition on parle de l'expérience politique d'une famille et ce qui est transmis sur le plan politique: la France est un pays qui a toujours eu pour ambition de se tenir à l'écart des empires, le pouvoir politique doit combattre la féodalité politique contemporaine. Le propre d'un Prince c'est d'assurer la continuité de son projet politique donc il faut qu'il se préoccupe de celui qui amorcera la continuité. Le Comte de Paris a 1000 ans d'histoire derrière et devant lui.

DIMANCHE 1ER JUILLET 1984

PERSPECTIVE STRATEGIQUE DE LA N.A.R

BERTRAND RENOUVIN:

Nous avons fondé plusieurs objectifs lors de la formation de la NAR. Le premier était le dialogue avec l'intelligentsia, il se poursuit. Le deuxième est de réintroduire l'idée royaliste dans le débat politique, ce qui amorce le troisième qui sera celui des prochaines années en présentant notre projet à l'opinion publique, ce qui pose le problème de la stratégie électorale.

Qu'est-ce qu'une stratégie politique? Nous avons eu de très long débats et la mauvaise façon de faire de la stratégie politique était de se livrer au cynisme ordinaire qui consiste à dire: faisons n'importe quoi du moment qu'il y a du rendement, disons n'importe quoi, faisons n'importe quelle alliance. Nous avons toujours pris soin de définir notre stratégie politique en fonction de nos principes, propre à la NAR, de son projet politique et en fonction du Comte de Paris. Alors que certains pensaient que ce dernier point était secondaire, notre mouvement devenant suffisamment important. D'aucun avait envisagé des stratégies pour entrer dans la classe politique et syndicale calquées sur un schéma leniniste. Nous avons refusé cela pour deux raisons:

- Nous devions, sous peine de perdre tout intérêt, demeurer fidèle à notre projet politique que nous devions annoncer clairement. Beaucoup de royalistes pensaient qu'ils feraient de la bonne politique en entrant dans la société, mettant leur drapeau dans leur poche et que peu à peu ils prendraient des pouvoirs. Ces pouvoirs ont été pris mais ces gens sont devenus des notables conservateurs. Beaucoup de personnalités de l'UDF et du RPR sont issus de l'AF mais ils n'ont plus rien de commun avec les idées royalistes, si on leur demande un service pour ne pas être repérés ils refusent. Notre identité étant précisée dès le départ on ne craint pas les récupérations et l'image des royalistes s'en trouve que mieux connue. Nos idées diffusent spontanément dès lors que nous participons en tant que tels à cette activité.

Encore: faut-il essayer de traduire cette fidélité dans la vie de tous les jours, et, pas seulement dans la vie municipale et sociale mais également dans le combat politique là encore certains pensaient que nous devions ne pas intervenir comme tels dans le débat politique sauf pour rappeler l'intérêt de notre projet. De plus en plus nous nous sommes engagés dans des luttes politiques d'où un paradoxe car on nous dit que si on prend parti c'est donc qu'on est partisan et donc que l'on n'est plus en dehors des partis et c'est là que les choses sont délicates et dangereuses car on pouvait tomber dans la politique partisane et il est difficile d'éviter de concevoir une politique qui ne verse pas dans un camps ou dans l'autre. Nous avons un dialogue avec certains partis mais nous ne nous sommes mis à la remorque d'aucun. Nous avons notre propre façon de nous engager dans le débat, de défendre un certain nombre d'idées ou de refus politiques sans pour autant nous engager dans une politique de caractère partisane. C'est la voie qu'il faudra continuer à prendre dans l'avenir, il n'y aurait aucun intérêt à ce que la NAR redevienne un mouvement de droite ou de gauche. Nous avons à maintenir notre projet politique en dehors des luttes partisans; ce qui n'exclut pas un certain nombre de projets généraux et un certains nombres de combats.

Autre point: c'est la Maison de France, c'est la fidélité au Comte de Paris, c'est au moins de ne rien faire qui puisse gêner la position du Prince ou qui puisse ne pas favoriser l'arrivée du Comte de Paris aux affaires. Cette question nous a beaucoup occupé à partir de 77 pour que l'identité de la NAR soit clairement définie. Une fois que le Prince a pu nous juger, sur nos actions, des rapports se sont créés de plus en plus étroits dans l'indépendance respective mais avec un souci de notre part d'une action convergente par rapport au Comte de Paris. Cela ne veut pas dire qu'on s'aligne sur lui car son point de vue doit forcément dépasser le notre. Cette convergence est nécessaire car contrairement à l'engagement de l'AF et à l'action du Prince au temps du gaullisme, il y a maintenant une relation forcée entre les objectifs de la Maison de France et ceux du mouvement royaliste. La NAR ne peut pas espérer faire quoi que cela sans prendre en compte le pro-

jet et la stratégie du Prince et d'autre part le Comte de Paris et son fils ne peuvent que très difficilement, dans les circonstances actuelles, envisager une action politique sans le concours discret des royalistes. L'AF avait voulu faire de la restauration nationale par ses propres moyens et elle a voulu exercer un monopole sur la pensée royaliste d'où une stratégie de plus en plus divergente. L'AF rêvant au coup de force, alors que MAURRAS lui-même n'y croyait pas et le Comte de Paris qui travaillait avec la classe politique sous la 4ème république. Alors le Prince pouvait se passer des royalistes dans la mesure où le chemin qu'il s'était tracé était direct à travers les institutions, grâce au général de GAULLE. Mais maintenant il a besoin d'un relai avec l'opinion. Tout en gardant notre indépendance, il est bon que les royalistes soient organisés et fassent de la politique au bon sens du terme afin de préparer de leur côté l'opinion. A partir de 78 nous avons participé étroitement à ses travaux. Et l'arrivée de la gauche est intéressante car il peut y avoir reprise du dialogue entre le Prince et MITTERRAND amorcé depuis les années 37. Le Prince a parlé à sa façon exposant des éléments pour l'avenir, cf "La lettre aux français". Les Mémoires ont résolu le problème de la légitimité, car elles montrent qu'il est l'héritier de la Maison Capétienne mais qu'il a sa légitimité propre car il a contribué à sauver le pays, et elle est crédible puisque le général de GAULLE avait envisagé d'en faire son successeur. On dit que la monarchie s'est dépassée mais cela ne l'était pas pour le général qui la voyait réinstaurée après une élection présidentielle et avec le consentement populaire à la fin du septennat.

L'autre élément c'est l'article du "Monde" où il fournit son sentiment sur le changement. Il ne s'était pas engagé en 81, alors que nous oui, en 82 il a exprimé de façon mesurée son idée sur le président de la République ce qui n'est pas passé inaperçu dans la classe politique. C'était une remise en situation politique. Dans son dernier livre il rappelle le projet capétien et le sien propre avec une analyse de la crise et des remèdes, rétablissant le lien social par le pouvoir politique. Le Comte de Paris annonce un projet qui est au-delà de la bataille politique.

Il y a une autre étape pour lui : celle du millénaire de 1987, là il a un rôle essentiel à jouer, le but est de dépasser les traditions monarchique et républicaine, c'est un régime qui retrouvant tous les éléments de la légitimité c'est-à-dire l'aspect historique et en même temps démocratique peut jouer dans l'imagerie populaire. Il est important que les royalistes menent leur action individuellement mais non en tant que mouvement car cela doit se faire au plus haut niveau de l'Etat. Il rappellera aussi qu'en se présentant le Prince aura 1000 ans d'histoire derrière lui...

Pour la NAR il y a le travail préparatoire de l'opinion sur la question de la monarchie telle qu'on l'explique à travers nos actions c'est quelque chose qui va dans le même sens que ce que le Prince fait dans son domaine. Ainsi les intellectuels qu'on sensibilise vont ensuite rencontrer le Prince. Le travail même auprès de la classe politique profitera au Comte de Paris et celui auprès de l'opinion publique favorisera l'état d'esprit en faveur du Comte de Paris ou de son fils. Il y a le travail habituel de formation intellectuelle, technique de propagande royaliste. Nous avons aussi choisi de nous engager sur le terrain électoral car la situation est telle qu'aujourd'hui les grands débats se déroulent durant ces campagnes. Dans la mesure où nous avons prouvé que les candidats royalistes pouvaient, munis de cette étiquette, se présenter et se faire élire; il nous paraît évident de continuer pour entrer de plus en plus dans le circuit politique et devenir des "leader d'opinion". Mais nos choix dépendent du mode de scrutin.

Le sujet sur l'école démontre notre indépendance, soucieux de la défense de la liberté de choix nous n'avons cependant pas voulu faire une campagne sachant que ce débat était favorisé dans le but de compter ses voix, cela pour chaque camp. Nous étions favorable à l'"accord historique" mais nous avons été en désaccord avec le choix de MAURROY de donner des concessions au clan laïque dans les derniers temps. Pour les élections européennes nous avons optés pour l'abstention car les enjeux n'étaient pas européens alors que nous avions appelés à voter pour les précédentes pour le PC et le RPR car ils étaient tous deux contre le projet de supra-nationalité. De plus les choix politiques dépendent

des questions posées or là il n'y en avait pas...

QUESTIONS:

J. BETBEZE:

Comment expliquer la dépolitisation chez les Jeunes...

J-M. TISSIER:

Il y a un désengagement car on ne veut plus adhérer à un parti. C'est la crise on veut un diplôme; c'est l'effondrement des mythes et des modèles. Il y a une attraction pour le libéralisme. La fac n'est plus un lieu de contestation mais reflète les courants de la société. Par contre il y a un danger, cf JULLIARD, dans cette dépolitisation dans la mesure ou c'est dans les facs que se forment les futurs cadres politiques. GIROD DE L'AIN responsable au "Monde" des questions universitaires et qui dirige à Dauphine un service d'études sur l'université a noté ce fait et le déplore même pour les entreprises car les étudiants sont de plus en plus fermés et manquent d'adaptation. Le niveau de stupidité des syndicats d'étudiants ne favorise pas la réflexion sur la finalité de l'université. On voit un manque d'éducation politique il y a une capacité massive d'engagement, cf les manifestations de l'an dernier, imprévisibles et brutales

Chez nous la part des 20-35 ans représente 30-35% , parmi laquelle il y a une grande partie d'étudiant. Mais on remarque l'adhésion de collégiens et lycéens et des gens engagés dans la vie active. Mais tous les mouvements politiques subissent cette dépolitisation. Il y a la recherche d'autre chose on le remarque par la demande accrue de documentation.